

Comment les entreprises russes ont fait pression pour que la taxonomie européenne intègre le gaz fossile et l'énergie nucléaire

Le Parlement européen doit abandonner les nouvelles réglementations qui accordent à Poutine exactement ce qu'il veut

Note d'analyse

Greenpeace France

Ont contribué aux recherches : Rachel Tansey, Wendel Trio, ainsi qu'Ariadna Rodrigo, Paul Musiol, Gyorgy Dallos, Markus Trilling, Kuba Gogolewski, Jan Haverkamp, Shaun Burnie et Pierre Terras.
Compilé par : Rachel Tansey.

Traduit de l'original (anglais) par : Christelle Taureau, Greenpeace France

Sommaire

1. Introduction

Encadré A : Les enjeux d'une taxonomie intégrant le nucléaire et le gaz

2. Les entreprises gazières russes et l'offensive du lobby pour l'intégration du gaz dans la taxonomie

Les nouvelles règles de la taxonomie pourraient doper les émissions et les bénéficiaires russes.

Encadré B : Un boom du gaz engendré par la taxonomie pourrait rapporter des milliards à la Russie

Gazprom, acteur de premier plan, fait partie de Gas Infrastructure Europe, groupe de pression à Bruxelles.

Les poupées russes : Gazprom > Gas Infrastructure Europe > GasNaturally.

La partie émergée de l'iceberg ?

Rosneft fait partie de l'alliance des industries de l'hydrogène de la Commission.

Pour aller plus loin – le niveau d'influence de Lukoil.

3. Le lobby du nucléaire européen étroitement lié à Rosatom, alors que l'intégration dans la taxonomie ancre la dépendance de l'UE à la Russie

Rosatom a tissé son réseau dans toute l'industrie européenne du nucléaire, créant des interdépendances.

Encadré C : Déchets, armes et obtention d'un sursis

Comment les intérêts de Rosatom sont-ils représentés dans le lobbying à Bruxelles ?

Pour gagner la bataille de la taxonomie, Rosatom travaille avec l'Association nucléaire mondiale.

Rosatom critique Greenpeace et fait l'éloge des "Voix du nucléaire".

Influencer l'UE par le biais de la joint-venture finlandaise Fennovoima.

Fennovoima dans l'ombre du groupe de pression FORATOM.

Le club des eurodéputés pro-nucléaires et la commissaire Simson s'affichent à la WNE, sponsorisée par Rosatom.

Le patron de Rosatom et un représentant de la DG énergie côte à côte en décembre 2021.

EDF a des liens étroits et des objectifs de lobbying communs avec Rosatom.

La France et d'autres États membres liés à Rosatom en première ligne de la bataille pour l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie.

Un appétit insatiable ? Rosatom voit sa victoire sur la taxonomie comme une étape importante mais entend bien aller plus loin.

4. Conclusion

1. Introduction

La taxonomie européenne pour une finance durable est un ensemble de règles qui définira les activités pouvant être classées comme durables. Si le législateur européen a instauré la taxonomie en juillet 2020, les détails techniques importants font l'objet d'actes délégués. Les principes clés de la taxonomie résident dans le fait que les activités qu'elle inclut doivent contribuer de manière substantielle à l'un des six objectifs environnementaux¹ (par exemple l'atténuation du changement climatique) sans causer de préjudice important aux autres objectifs. Néanmoins, on a pu constater que les industries du gaz et du nucléaire ont sorti le grand jeu pour que ces sources énergétiques polluantes et dangereuses soient intégrées dans la taxonomie. En février 2022, la Commission européenne a proposé un acte délégué qui allait précisément dans ce sens. La taxonomie est censée empêcher le greenwashing ; or, en contribuant à financer de nouveaux projets énergétiques sales, l'intégration du gaz et du nucléaire en font un instrument en faveur du greenwashing (voir Encadré A)².

Dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Greenpeace France a décidé de mener l'enquête pour savoir si des entreprises russes ont pris part aux activités de lobbying visant à porter un coup fatal à la taxonomie. Les résultats sont édifiants. Les entreprises détenues par l'État russe (ou liées à l'État russe) travaillant dans les secteurs du gaz, du pétrole et du nucléaire, telles que Gazprom, Lukoil et Rosatom – mais aussi les groupes de pression qui les représentent, notamment Gas Infrastructure Europe et l'Association nucléaire mondiale (World Nuclear Association, WNA) – ont milité activement sur ce dossier. Et la Commission semble bien décidée à leur donner gain de cause. En effet, le nouvel acte délégué ne ferait qu'ancrer plus profondément la dépendance de l'Europe au gaz et à l'uranium russes, qui correspondent respectivement à plus de 40 % et 20 % de ses importations³. Comme l'indique Nikolai Shulginov, ministre russe de l'Énergie, le nouvel acte délégué de la taxonomie européenne ne constitue pas un risque mais ouvre au contraire “une gamme de possibilités⁴”, par exemple l'opportunité de vendre davantage de gaz fossile (ou d'hydrogène fabriqué à partir de ce dernier), d'uranium, de réacteurs nucléaires et d'autres services nucléaires.

L'UE s'est rendue aux exigences du lobby du gaz à un point que même la taxonomie de la Russie, élaborée en septembre 2021, n'a pas atteint⁵. D'un autre côté, la Russie a d'emblée classé le nucléaire comme “vert” et le directeur de Rosatom a même déclaré que les autres pays devraient “suivre l'exemple de la Russie en reconnaissant officiellement le nucléaire comme une source

¹ L'article 9 du Règlement « Taxonomie » précise les six objectifs environnementaux, à savoir : l'atténuation du changement climatique ; l'adaptation au changement climatique ; l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ; la transition vers une économie circulaire ; la prévention et la réduction de la pollution ; la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes. Voir :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32020R0852&from=F>

² Reuters, “EU plan to label gas and nuclear as green could mislead investors, advisers say”, 24/01/22,

<https://www.reuters.com/markets/europe/eu-plan-label-gas-nuclear-green-could-mislead-investors-advisers-say-2022-01-24/>

³ Eurostat, “From where do we import energy?” <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html> ; Statistiques sur l'énergie nucléaire,

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Nuclear_energy_statistics#Uranium_supply_security

⁴ Energy Intelligence, “Russian Energy Minister Shulginov Outlines Gas Stance”, 22/02/22,

<https://www.energyintel.com/0000017f-1d0f-df96-a1ff-bf6f490e0000>

⁵ En réalité, les critères pour le gaz fossile dans la taxonomie russe sont plus proches des recommandations formulées par le groupe d'experts techniques à la Commission de ne pas intégrer le gaz, et fixent un seuil d'émissions pour la production d'électricité à 100 g CO₂e/kWh. Voir Andreas Hoepner, EU must not become climate laggard over Taxonomy, 30/11/21, dans IPE, <https://www.ipe.com/viewpoint-eu-must-not-become-climate-laggard-over-taxonomy/10056663.article>

d'énergie propre⁶”. C'est exactement ce qu'a fait la Commission européenne : en intégrant le nucléaire et le gaz, son nouvel acte délégué pourrait accroître la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie, donnant ainsi à Poutine de puissants leviers de négociation géopolitique. Qui plus est, il existe une corrélation inquiétante entre les exportations russes de pétrole et de gaz vers l'Europe et ses dépenses militaires, ce qui ne peut être ignoré à la lumière de l'agression de Poutine en Ukraine⁷. Mais tout espoir n'est pas perdu : le Parlement européen, qui a déjà adopté une résolution pour un embargo sur les importations de gaz et d'uranium russes⁸, aura l'occasion pendant l'été de rejeter cet acte nocif et catastrophique pour le climat.

⁶ Rosatom, Russia leading the way by giving nuclear power green energy status – Rosatom Director General, 29/09/21, <https://rosatom.ru/en/press-centre/industry-in-media/russia-leading-the-way-by-giving-nuclear-power-green-energy-status-rosatom-director-general/>

⁷ Energy Post, EU Taxonomy: labelling Gas “green” is a gift to Putin, 08/02/22, <https://energypost.eu/eu-taxonomy-labelling-gas-green-is-a-gift-to-putin/>

⁸ Parlement européen, Le PE exige un embargo total sur les importations de pétrole, charbon, combustible nucléaire et gaz en provenance de Russie, 07/04/22, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20220401IPR26524/russie-le-parlement-demande-un-embargo-total-sur-le-petrole-et-le-gaz>

Encadré A : Les enjeux d'une taxonomie intégrant le nucléaire et le gaz

L'intégration du gaz fossile et du nucléaire dans la taxonomie européenne pourrait avoir de graves répercussions sur les informations diffusées par les entreprises, les produits financiers qu'elles proposent et même sur le cadre de la dette publique. Cela induirait en erreur les investisseurs et les consommateurs et détournerait les investissements des énergies renouvelables et des économies d'énergies.

Intégrer la production d'électricité nucléaire ainsi que le gaz fossile dans la taxonomie européenne ouvrira de nombreuses portes à ces deux sources d'énergie : les investisseurs désireux de les ajouter dans leur portefeuille de produits seront ainsi en mesure de le faire dans le respect du label "vert" de la taxonomie. Seulement 16 % des plus grands administrateurs d'actifs européens disposent d'une politique opposée aux investissements dans l'énergie nucléaire, et seuls 23 % excluent le gaz fossile, ce qui signifie qu'une très grande partie du secteur financier européen pourra vendre aux consommateurs des produits trompeurs tels que des fonds de pension "verts" qui incluent en réalité des investissements dans le gaz fossile et l'énergie nucléaire⁹. Cette intégration permettra en outre aux entreprises travaillant dans le gaz fossile et l'énergie nucléaire de vendre des obligations vertes, un marché dont elles étaient jusqu'à présent exclues. On estime à 3,3 billions d'euros les actifs ESG gérés dans l'UE (c'est-à-dire des fonds d'investissement qui prennent en compte les critères "environnementaux, sociaux et de gouvernance") ; une modification du cadre réglementaire pourrait donc influencer les décisions d'investissement des gestionnaires de grands fonds et de leurs clients¹⁰.

La taxonomie aura des répercussions majeures sur différents aspects de la stratégie de finance durable de l'UE. Par exemple, les obligations en matière de comptabilité et d'information auxquelles sont soumises les entreprises dans le cadre de la Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et du Règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), qui sont tous deux en cours de négociation, dépendront de la taxonomie. En outre, la Commission européenne travaille actuellement à la réforme du cadre économique de gouvernance de l'UE, laquelle s'articule autour du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). En vue de permettre davantage d'investissements dans la transition écologique, certaines parties prenantes avancent l'idée que les "investissements verts" ne soient pas pris compte pour la dette publique¹¹ ; toutefois, puisque c'est la taxonomie qui définit ce qui compte comme un "investissement vert", les États membres pourraient avoir les coudées franches pour accroître leurs investissements dans le gaz fossile et l'énergie nucléaire.

⁹ Elizabeth Meager, What the inclusion of nuclear and gas in the EU taxonomy means, dans Capital Monitor, 21/02/22, <https://capitalmonitor.ai/factor/environmental/what-the-inclusion-of-gas-and-nuclear-in-the-eu-taxonomy-means/> NB : Par comparaison, 40 % des gestionnaires d'actifs excluent les investissements dans le charbon.

¹⁰ Jennifer Laidlaw, What the inclusion of gas and nuclear in the EU taxonomy could mean for investors and asset managers, dans S&P Global, 22/02/22, www.spglobal.com/esg/insights/what-the-inclusion-of-gas-and-nuclear-in-the-eu-taxonomy-could-mean-for-investors-and-asset-managers

¹¹ Zsolt Davras, A European climate fund or a green golden rule: not as different as they seem, 03/02/2022 <https://www.bruegel.org/2022/02/a-european-climate-fund-or-a-green-golden-rule-not-as-different-as-they-seem/>

2. Les entreprises gazières russes et l'offensive du lobby pour l'intégration du gaz dans la taxonomie

Les nouvelles règles de la taxonomie pourraient doper les émissions et les bénéfices russes.

Les entreprises russes de pétrole et de gaz ont participé de manière subtile mais résolue à l'offensive lancée par le lobby de l'industrie des énergies fossiles pour l'inclusion du gaz dans la taxonomie. Si ces géants de l'énergie polluante se sont battus avec autant d'acharnement, c'est qu'ils ont une bonne raison : la taxonomie permettrait de considérer comme "durables" 112 GW supplémentaires de capacité énergétique au gaz dans l'UE (en partant du principe que les nouvelles réglementations proposées sont exploitées au maximum, avec le remplacement de toutes les centrales au charbon de l'UE par du gaz fossile)¹². Cela entraînerait une augmentation considérable (+70 %) du nombre de centrales au gaz dans l'UE¹³. Si ces centrales sont exploitées à leur niveau maximum, la taxonomie proposée pourrait entraîner, sur une période de 20 ans, des émissions supplémentaires totalisant 1,4 milliard de tonnes d'équivalent CO₂¹⁴. Un chiffre comparable au total des émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne réunies en 2020¹⁵. Sans oublier bien sûr le fait que la Russie, plus gros exportateur de gaz fossile vers l'UE, a le plus à gagner de ce boom du gaz induit par la taxonomie (voir Encadré B).

Encadré B : Un boom du gaz engendré par la taxonomie pourrait rapporter des milliards à la Russie

En 2021, la Russie a exporté 155 milliards de mètres cubes de gaz vers l'UE, soit 45 % des importations de gaz de l'Union et 40 % de sa consommation totale de gaz fossile¹⁶. La valeur totale de ces importations est estimée à plus de 40 milliards d'euros¹⁷. En 2022, les importations de gaz en provenance de la Russie et les prix du gaz ont continué à augmenter, entraînant encore à la hausse la valeur des exportations russes de gaz vers l'Europe¹⁸.

Si, comme le permettrait le nouvel acte délégué pour la taxonomie, toutes les centrales au charbon de l'UE étaient remplacées par des centrales au gaz, la consommation de gaz de l'UE augmenterait d'environ 38 milliards de mètres cubes par an¹⁹. Si l'ensemble de cette demande était pris en charge par une hausse des importations en provenance de Russie, cela correspondrait à plus de 10

¹² Andreas Hoepner, Taxonomygate, dans Environmental Finance, 10/02/22, www.environmental-finance.com/content/analysis/taxonomygate.html

¹³ Andreas Hoepner, Taxonomygate, ibid.

¹⁴ Global Energy Monitor, Global Gas Plant Tracker, <https://globalenergymonitor.org/projects/global-gas-plant-tracker/>

¹⁵ European Commission, Speeding up European climate action towards a green, fair and prosperous future, November 2021, page 40 https://ec.europa.eu/clima/system/files/2021-11/policy_strategies_progress_com_2021_960_en.pdf

¹⁶ IEA, How Europe can cut natural gas imports from Russia significantly within a year, 03/03/22, <https://www.iea.org/news/how-europe-can-cut-natural-gas-imports-from-russia-significantly-within-a-year>

¹⁷ Eurostat, Extra-EU imports of energy products, avril 2022, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/5/5f/Excel_file_energy_article_april_2022.xlsx

¹⁸ Voir l'indice de prix TTF sur <https://www.theice.com/products/27996665/Dutch-TTF-Gas-Futures/data?marketId=5372695&span=3>

¹⁹ Andreas Hoepner, Giant Greenwash: can 1.4 billion of fossil gas CO2e emissions really be declared "green by law"? <https://www.linkedin.com/pulse/giant-greenwash-can-14-billion-tons-fossil-gas-co2e-really-hoepner>

milliards d'euros supplémentaires par an versés à la Russie²⁰. En restant plus réaliste et en partant du principe que les importations russes combleraient seulement 40 % de cette demande en gaz supplémentaire (c'est-à-dire l'équivalent du niveau de consommation de gaz de l'UE en provenance de Russie d'avant la guerre en Ukraine), cela représenterait quatre milliards d'euros supplémentaires par an payés par l'UE à la Russie. Il est évidemment difficile de savoir quelle quantité de gaz russe l'UE consommera dans le futur, étant donné les efforts déployés pour réduire la dépendance de l'UE aux énergies fossiles venant de Russie. Cependant, au moment de la rédaction de ce rapport, l'UE n'a toujours pris aucune sanction sur les importations de gaz russe, alors même que la Russie coupe le gaz à la Pologne et à la Bulgarie²¹.

Les échecs répétés des pays européens à se sevrer de l'énergie russe par le passé, que ce soit à la suite de différentes interruptions des livraisons de gaz par la Russie ou après l'annexion de la Crimée en 2014, pointent du doigt "l'effet de verrouillage" entraîné par les considérables investissements irrécupérables dans les gazoducs et autres infrastructures gazières entre la Russie et l'Europe. D'après le Centre for Research on Energy and Clean Air, au cours des deux premiers mois de la guerre en Ukraine, l'UE a payé à la Russie une facture de 44 milliards d'euros pour les énergies fossiles²². Au vu de la forte dépendance au gaz russe de pays tels que l'Allemagne (dont le ministre des Finances, Christian Lindner, a déclaré en avril 2022 à propos d'éventuelles sanctions sur les énergies fossiles russes qu' "à l'heure actuelle, il n'est pas possible de se passer des approvisionnements en gaz²³"), nous ne pouvons pas tenir pour acquis que la demande en gaz induite par la nouvelle taxonomie ne sera pas en partie satisfaite par l'offre russe.

Il convient également de noter que, outre les importations de gaz fossile, la Russie est un fournisseur important de technologies de turbines à gaz, en particulier pour des pays d'Europe de l'Est ; 75 % des exportations de turbines à gaz russes sont à destination de l'UE, pour une valeur totale de plus de deux milliards d'euros en 2019²⁴. La construction des 112 GW supplémentaires de capacité des centrales au gaz que permettrait la taxonomie pourrait également constituer une opportunité pour la Russie d'augmenter ses exportations de turbines à gaz.

²⁰ Si l'on prend la valeur moyenne des importations de gaz russe sur le premier semestre 2021, la valeur totale se monterait à 10 milliards d'euros. Depuis, le prix moyen du gaz a augmenté de manière substantielle.

²¹ Au 28/04/22. L'UE a toutefois déclaré que les entreprises européennes ne devraient pas payer le gaz russe en roubles, comme Poutine l'a exigé, mais qu'elles pourraient continuer de payer en euros/dollars. Voir p. ex. Reuters, EU says pay for Russian gas in euros to avoid breaching sanctions, 23/04/22, <https://www.reuters.com/business/energy/eu-says-gas-payments-may-be-possible-under-russian-roubles-proposal-without-2022-04-22/> ; BBC, Ukraine War: Russia gas supply cuts 'blackmail', says EU, 28/04/22, <https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-61240499>

²² CREA, Financing Putin's war on Europe: Fossil fuel imports from Russia in the first two months of the invasion, avril 2022 <https://energyandcleanair.org/wp/wp-content/uploads/2022/04/Fossil-fuel-imports-from-Russia-first-two-months-of-invasion.pdf> ; De plus, les paiements de l'Union européenne à la Russie pour les énergies fossiles depuis le 24 février 2022, https://crea.shinyapps.io/russia_counter/?tab=methodology

²³ Politico, EU weighs ban on Russian oil over war crimes as pressure builds on Berlin, 04/04/22, <https://www.politico.eu/article/pressure-mounts-on-berlin-to-block-russian-oil/>

²⁴ OEC, World statistics: Russia, <https://oec.world/en/profile/country/rus>, au 01/04/22

Gazprom, acteur de premier plan, fait partie de Gas Infrastructure Europe, groupe de pression à Bruxelles.

Le géant du gaz Gazprom, entreprise sous contrôle de l'État russe, sera l'un des grands gagnants si le gaz est intégré dans la taxonomie. En effet, Gazprom est le principal fournisseur de gaz de l'UE et le seul exploitant des gazoducs utilisés pour acheminer le gaz de Russie en Europe²⁵. Gazprom est aussi un groupe de pression actif à Bruxelles, qui a enregistré au moins dix réunions au plus haut niveau avec des commissaires (ou leur cabinet) et des directeurs généraux ces dernières années, et dispose d'un accès au Parlement européen²⁶. Toutefois, la fiche de Gazprom dans le registre des lobbies de l'UE oublie de mentionner de quels groupes de pression il fait partie²⁷. Or, en creusant un peu, on découvre que Gazprom Energy fait partie du lobby français de l'électricité et du gaz (AFIEG)²⁸ et que Gazprom Germania est membre de Gas Infrastructure Europe, basé à Bruxelles²⁹.

Gazprom est l'opérateur du nouveau gazoduc germano-russe Nord Stream II et le propriétaire de la plus grande infrastructure de stockage de gaz d'Allemagne, située à Rehden en Basse-Saxe³⁰. Or, Gazprom Germania était une filiale de Gazprom à 100 % jusqu'à ce que l'organisme de surveillance allemand prenne le contrôle de l'entreprise en avril 2022³¹. Jusqu'à cette date, Gas Infrastructure Europe a donc représenté les intérêts de Gazprom (ainsi que ceux d'autres fournisseurs de gaz) à Bruxelles, notamment en ce qui concerne la taxonomie, d'après sa fiche au registre des lobbies³². Gas Infrastructure Europe a enregistré 12 réunions au plus haut niveau avec la Commission, y compris avec la commissaire européenne à l'énergie Simson, pas plus tard qu'en février 2022³³. Il fait également partie de deux groupes d'experts de la Commission européenne et d'un groupe industriel auprès des députés du Parlement européen, le European Energy Forum, qui a fait l'objet d'une enquête par l'Observatoire de l'Europe industrielle pour avoir "permis de manière flagrante à des entreprises d'énergies polluantes d'inviter au restaurant des députés du Parlement européen et

²⁵ Politico, How Europe is funding Putin's war, 24/02/22,

https://www.politico.eu/article/europe-eu-oil-gas-trade-russia-budget-military-spending-ukraine-war-crisis/?utm_source=POLITICO.EU&utm_campaign=9e8e72c630-EMAIL_CAMPAIGN_2022_04_01_05_05&utm_medium=email&utm_term=0_10959edeb5-9e8e72c630-189810753

²⁶ Registre de transparence, Gazprom,

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=622135013267-04>, au 18/04/22. NB : La liste des réunions avec la Commission européenne comprend uniquement les réunions enregistrées avec des commissaires, des membres de leur cabinet ou des directeurs généraux depuis le 01/12/2014, sous le numéro d'identification actuel de l'entité dans le Registre de transparence.

²⁷ Registre de transparence, Gazprom, *ibid.* "Participation à des associations/(con)fédérations/réseaux ou autres organismes : N/A".

²⁸ Registre de transparence, Association française indépendante de l'électricité et du gaz (AFIEG),

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=131845233229-49&locale=fr#fr> au 18/04/22.

²⁹ Gas Infrastructure Europe, membres, <https://www.gie.eu/dna/members/> au 18/04/22.

³⁰ RFE/RL, Nord Stream 2 Operator, Gazprom Say New Pipeline Ready To Deliver Gas, 29/12/21,

<https://www.rferl.org/a/russia-nord-stream-filled-gas/31632027.html> ; Clean Energy Wire, Sustainable finance principles could have reduced EU's energy dependence on Russia - finance expert, 18/03/22, <https://www.cleanenergywire.org/news/sustainable-finance-principles-could-have-reduced-eus-energy-dependence-russia-finance-expert>

³¹ Reuters, German regulator takes over Gazprom Germania to ensure energy supply, 04/04/22,

<https://www.reuters.com/business/energy/german-regulator-takes-over-gazprom-germania-ensure-energy-supply-2022-04-04/>

³² Registre de transparence, Gas Infrastructure Europe,

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=76130992074-15> au 18/04/22. Au 09/05/22, Gas Infrastructure Europe n'apparaissait plus dans les résultats de recherche du registre, mais on pouvait toujours trouver sa fiche sur lobbyfacts

<https://lobbyfacts.eu/representative/58886f5699674134b9f375ed8b70fbc6/gas-infrastructure-europe>

³³ Registre de transparence, Gas Infrastructure Europe, *ibid.* NB : Réunions avec la CE depuis le 01/12/2014.

de les influencer³⁴.”

Dans un rapport publié en juillet 2021, qui dénonce le “bulldozer du lobby” de l’industrie gazière lancé pour que le gaz soit intégré dans la taxonomie, Reclaim Finance explique comment les entreprises externalisent les activités de lobbying en engageant des sociétés de conseil et précise que Gas Infrastructure Europe est un client de Nove³⁵. Or, la fiche actuelle de Nove dans le registre des lobbies indique que Gas Infrastructure Europe a embauché l’entreprise en 2021 pour travailler sur certains dossiers parmi lesquels figure celui de la taxonomie³⁶. Les archives du registre des lobbies de l’UE, fournies par lobbyfacts, montrent que ces dernières années, plusieurs autres entreprises de lobbying ont compté parmi leurs clients des filiales de Gazprom ou des groupes dont elle est membre, notamment Portland et Edelman Public Relations Worldwide³⁷.

Les poupées russes : Gazprom > Gas Infrastructure Europe > GasNaturally.

Gas Infrastructure Europe se décrit comme un membre fondateur de **GasNaturally**³⁸, un super-groupe de pression représentant huit associations actives tout au long de la filière gazière. Un courrier, divulgué dans le cadre de la loi relative à l’accès aux documents, révèle qu’en mars 2021, GasNaturally – qui, par l’intermédiaire de Gas Infrastructure Europe, a représenté indirectement les intérêts de fournisseurs de gaz tels que Gazprom – a fait pression sur le vice-président de la Commission Frans Timmermans en avançant que “l’acte délégué devrait reconnaître le gaz naturel comme une activité de facilitation/de transition qui contribue activement à atteindre la neutralité climatique”, de sorte que l’industrie puisse “s’auto-financer à un coût abordable” et “récolter les fruits des investissements réalisés dans les meilleures solutions existantes³⁹”.

L’idée que le gaz devrait être financé au titre d’activité classée “de facilitation” ou “de transition” dans la taxonomie est exactement ce que la Commission a finalement proposé dans son acte délégué complémentaire relatif aux objectifs climatiques de février 2022 (après avoir reporté la question lors de son premier acte délégué d’avril 2021 relatif à l’atténuation du changement climatique et à l’adaptation à celui-ci). Il ne fait aucun doute que l’offensive du lobby du secteur du gaz fossile a réussi à porter un coup fatal à la taxonomie⁴⁰, et il est impossible d’ignorer le fait que certains des acteurs les plus puissants du secteur (avec des bénéfices considérables à la clé) incluent des entreprises contrôlées par l’État russe comme Gazprom, ainsi que les groupes de pression qui les représentent, directement et indirectement.

³⁴ Registre de transparence, Gas Infrastructure Europe, *ibid.* ; Corporate Europe Observatory, Lobbying under the radar continues: MEP-industry forums still avoid scrutiny, 12/10/15, <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2015/10/lobbying-under-radar-continues-mep-industry-forums-still-avoid-scrutiny>

³⁵ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists: Gas, Nuclear and the EU Taxonomy, juillet 2021, <https://reclaimfinance.org/site/en/2021/07/22/out-with-science-in-with-lobbyists-gas-nuclear-and-the-eu-taxonomy/#:~:text=On%20July%2022nd%202021%2C%20Reclaim,the%20EU's%20influential%20sustainable%20taxonomy>

³⁶ Registre de transparence, NOVE, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=522122412613-18>, au 18/04/22.

³⁷ Gazprom Export figure parmi les clients de G Plus Ltd (t/a Portland) dans sa fiche de 2019, <https://lobbyfacts.eu/representative/e9fd5b34c9a14f058f94f8c9909f061d/g-plus-ltd-t-a-portland> ; European Gas Forum (EGaF - Centrica, ENI, EON Ruhrgas, Gazprom Export, GDF Suez, Qatar Petroleum, Shell, Statoil) figure parmi les clients de Edelman Public Relations Worldwide dans sa fiche de 2014, <https://lobbyfacts.eu/representative/88377d3dff1f4e42a61e2a4805227f66/edelman-public-relations-worldwide>.

³⁸ Registre de transparence, Gas Infrastructure Europe, *ibid.*

³⁹ Document 36, European Commission/GasNaturally 5 May 2021 Ares(2021)2958013, disponible au format zippé https://www.asktheeu.org/en/request/9445/response/32828/attach/4/Documents%201.zip?cookie_passthrough=1

⁴⁰ Voir Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, *op. cit.*

La partie émergée de l'iceberg ?

Toutefois, l'ampleur véritable de l'influence de compagnies telles que Gazprom reste floue, et plus l'on creuse, plus il semble qu'on ne fait qu'effleurer le problème. Prenons par exemple le **Brussels Energy Club (BREC)**, une association à but non lucratif dont les membres fondateurs incluent NIS Gazprom Neft⁴¹, une entreprise serbe détenue en majorité par la filiale pétrolière de Gazprom, Gazprom Neft⁴². Les événements organisés par le BREC, qui se déroulent dans le respect de la Règle de Chatham House, rassemblent des fonctionnaires de la Commission et du Parlement européens, ainsi que des entreprises du secteur de l'énergie comme Gazprom⁴³. Les événements organisés récemment par le BREC ont porté sur le futur des relations entre l'UE et la Russie autour du gaz dans le contexte de la guerre en Ukraine, en avril 2022⁴⁴ ; sur la Stratégie climatique de la Russie, en octobre 2021⁴⁵ ; et sur la position de Gazprom sur le marché européen en février 2020⁴⁶. D'après la description de cette dernière réunion, l'existence de nouveaux gazoducs tels que Nord Stream II pourrait signifier que "toute réorientation structurelle du débat sur la sécurité énergétique européenne vers des priorités essentiellement axées sur les questions de durabilité et de climat est vraisemblablement prématurée"⁴⁷. Si l'on lit entre les lignes, on comprend que le climat continuera donc de passer au second plan derrière le gaz fossile russe, parce que l'approvisionnement énergétique de l'Europe est enchaîné au gaz par des infrastructures d'une valeur de plusieurs milliards d'euros. L'intégration du gaz dans la taxonomie européenne permettrait de faciliter le financement d'infrastructures gazières encore plus onéreuses, chevillant le gaz à l'Europe pour plus longtemps encore, et donnant raison au BREC.

Rosneft fait partie de l'alliance des industries de l'hydrogène de la Commission.

S'il est difficile de découvrir l'influence réellement exercée par Gazprom à Bruxelles, c'est encore plus compliqué pour d'autres compagnies du secteur des énergies fossiles contrôlées par l'État russe. **Rosneft**, par exemple, est une compagnie pétrolière et gazière détenue majoritairement par l'État, qui ne figure pas à l'heure actuelle au registre des lobbies de l'UE. Toutefois, sa filiale Rosneft Deutschland, active dans le secteur du raffinage, y était inscrite en 2020-2021 et a dépensé jusqu'à 400 000 € pour ses actions de lobbying à Bruxelles⁴⁸. Rosneft Deutschland déclarait compter parmi les membres de FuelsEurope, mais le lobby de l'industrie du raffinage pétrolier a depuis fait savoir à

⁴¹ D'après lobbyfacts, NIS était inscrit au Registre de transparence de l'UE en 2012,

<https://lobbyfacts.eu/representative/17426b592a884b3ea14ac54cbb3e46bd/petroleum-industry-of-serbia>

⁴² BREC, membres fondateurs d'origine, <https://brusselsenergyclub.org/> ; NIS, Company Information, <https://www.nis.rs/en/company-information/>

⁴³ Voir p. ex. List of Participants, Brussels Energy Club Meeting October 10, 2019, Implementation of large-scale energy infrastructure projects with transboundary environmental impact assessment' with guest speakers Milena Novakova, Legal and Policy Officer, Mainstreaming & Environmental Assessments, DG Environment, and Simon Bonnell, Head of Permitting, Nord Stream 2 AG, https://brusselsenergyclub.org/get_file/id/brec-list-of-participants-oct-10-2019.pdf

⁴⁴ BREC, Meeting: 7 April 2022, European gas supply in roubles and the future of the EU-Russia gas relationship, <https://brusselsenergyclub.org/events/id/meeting-7-april-2022-european-gas-supply-in-roubles-and-the-future-of-the-eu-russia-gas-relationship-180/>

⁴⁵ BREC, Meeting: October 6, 2021: Russia's Climate Strategy: opportunities and challenges, <https://brusselsenergyclub.org/events/id/meeting-october-6-2021-russias-climate-strategy-opportunities-and-challenges-176/>

⁴⁶ BREC, Meeting: February 20, 2020: Gazprom on the European market: new gas pipelines and old gas transit, <https://brusselsenergyclub.org/events/id/meeting-february-20-2020-gazprom-on-the-european-market-new-gas-pipelines-and-old-gas-transit-162/>

⁴⁷ BREC, Meeting: February 20, 2020: Gazprom on the European market, ibid.

⁴⁸ Lobbyfacts, Rosneft Deutschland GmbH, <https://lobbyfacts.eu/representative/243291b7abf04034b7715983ef2959a1/rosneft-deutschland-gmbh>

la presse, en mars 2022, qu'il n'entretenait "plus aucun lien" avec Rosneft⁴⁹. Malgré cela, Rosneft Deutschland a déclaré dans sa fiche du registre des lobbies qu'elle était membre de la **European Clean Hydrogen Alliance (ECH2A)**, ce qui semble être encore le cas : la liste des membres de **ECH2A** fournie sur le site Internet de la Commission européenne en avril 2022 mentionnait Rosneft Deutschland⁵⁰.

ECH2A est l'une des alliances industrielles de la Commission (vouée à être récupérée par l'industrie des énergies fossiles)⁵¹ censées faciliter le déploiement à grande échelle de "l'hydrogène propre"⁵². Or, grâce au lobby de l'industrie gazière, ce dernier intègre ce qu'on appelle l'hydrogène "bas carbone" ou hydrogène bleu, c'est-à-dire de l'hydrogène produit à partir de gaz fossile associé à une (vague et lointaine) promesse de piégeage et de stockage de CO₂. Le secteur du gaz voit dans l'hydrogène issu d'énergies fossiles la bouée de sauvetage de tout un modèle économique (et d'infrastructures comme les gazoducs) menacé par l'action climatique. La stratégie russe en matière d'hydrogène cherche d'ailleurs à faire de la Russie un leader mondial dans la production et l'exportation d'hydrogène, ciblant 20 % de parts de marché mondiales d'ici 2030 – en complément des exportations de gaz fossiles de la Russie vers l'Europe, l'objectif étant de "mélanger" l'hydrogène au gaz dans les gazoducs tels que Nord Stream II⁵³. Le fait que Rosneft Deutschland fasse partie d'une alliance industrielle de l'UE, qui donne aux compagnies d'énergies fossiles la possibilité d'orienter le débat et potentiellement de canaliser l'argent public, est donc très inquiétant, tout particulièrement à la lumière du discours bien rodé de l'industrie gazière sur les infrastructures "prêtes à accueillir l'hydrogène" : comme le souligne Reclaim Finance, le premier acte délégué de la Commission en avril 2021 comportait des critères peu exigeants pour la fabrication de l'hydrogène et le mélange de "gaz à bas carbone", ouvrant potentiellement la voie au financement d'infrastructures qui transporteront essentiellement du gaz fossile⁵⁴.

Pour aller plus loin – le niveau d'influence de Lukoil.

Le rôle des entreprises russes privées ne doit pas non plus être sous-estimé. **Lukoil**, qui en dépit de toutes les belles paroles et des sanctions dispose toujours de quatre groupes de pression ayant accès au Parlement européen⁵⁵, est la plus grande entreprise pétrolière russe à ne pas être contrôlée par l'État. Néanmoins, The Guardian estime que Lukoil entretient toujours des liens étroits avec l'État russe. Le journal rapportait ainsi en 2018 que Lukoil "a été utilisée comme un vecteur de l'influence du gouvernement", citant son directeur général, l'ancien ministre du pétrole soviétique Vagit Alekperov, selon lequel les objectifs stratégiques de l'entreprise sont étroitement alignés avec ceux

⁴⁹ Lobbyfacts, Rosneft Deutschland GmbH, ibid. EU Observer, Lobby links with Russian oil giant Lukoil look hard to break, 23/03/22, <https://euobserver.com/world/154555>

⁵⁰ Commission européenne, European Clean Hydrogen Alliance, https://ec.europa.eu/growth/industry/strategy/industrial-alliances/european-clean-hydrogen-alliance_en, au 26 avril 2022, fournit un lien vers une liste des membres actuels menant à la page suivante : European Clean Hydrogen Alliance Members, date du document : 13/09/2021 – Créé par GROW.I.1 – Dernière mise à jour : 25/02/2022, <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/48994/attachments/1/translations/en/renditions/native>

⁵¹ Friends of the Earth Europe, The EU's Industry Alliances: The new corporate capture that threatens democracy and the environment, avril 2021, <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2021/05/The-EUs-Industrial-Alliances.pdf>

⁵² Commission européenne, European Clean Hydrogen Alliance, https://ec.europa.eu/growth/industry/strategy/industrial-alliances/european-clean-hydrogen-alliance_en

⁵³ S&P Global, Global Gas: Russia bets on hydrogen future as pressure for cleaner fuel mounts, 17/09/21, <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/natural-gas/091721-global-gas-russia-bets-on-hydrogen-future-as-pressure-for-cleaner-fuel-mounts>

⁵⁴ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op. cit.

⁵⁵ Transparency Register, Lukoil, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=04927146320-85>, au of 26/04/22

de la Russie⁵⁶. Le magnat du pétrole milliardaire a en fait démissionné de Lukoil fin avril 2022 à la suite de sanctions de l'UE visant Alekperov et d'autres oligarques russes⁵⁷.

Par ailleurs, Lobbyfacts révèle que Lukoil a fait appel à différentes entreprises de lobbying ces dernières années⁵⁸, et qu'à l'instar de Rosneft Deutschland, Lukoil est membre de ECH2A. Dans sa fiche actuelle du registre des lobbies, Lukoil indique la taxonomie comme l'un des principaux dossiers pour lesquels il mène des activités de lobbying et déclare être membre de deux grands groupes de pression qui ont œuvré en faveur de l'intégration du gaz dans la taxonomie, à savoir FuelsEurope et BusinessEurope⁵⁹ :

- **FuelsEurope** a déclaré à la presse en mars 2022 que Lukoil était toujours adhérente, et fin avril 2022, l'entreprise figurait toujours sur la liste des membres de ce groupe très influent⁶⁰. FuelsEurope est en effet membre de huit groupes d'experts de la Commission, il dispose de neuf lobbyistes ayant accès au Parlement européen et a totalisé 38 réunions au plus haut niveau avec la Commission ces dernières années, dont une portant exclusivement sur la taxonomie⁶¹. D'après l'enquête de Reclaim Finance sur les activités de lobbying en faveur de la taxonomie, FuelsEurope a enregistré le quatrième plus gros budget, avec 3,5 millions d'euros⁶².

Dans son retour d'informations du Printemps 2020 à la Commission sur la taxonomie, FuelsEurope avançait comme argument que "la neutralité technologique devrait être moteur dans l'élaboration des actes délégués relatifs à la taxonomie" (en d'autres termes, que les énergies renouvelables ne soient pas favorisées au détriment du gaz "bas carbone" ou de l'hydrogène), allant même jusqu'à remettre en cause "le concept des 'effets cliquet'", qui selon le groupe ne "coïncident que partiellement" avec cette neutralité⁶³. FuelsEurope a également fait pression pour que les actes délégués intègrent des "activités de transition" qui ne sont pas assorties d'un seuil d'émissions unique ; ces seuils devraient, au contraire, ne pas "être fixés trop bas trop tôt". Au final, ces revendications ont eu gain de cause, ouvrant grand la voie à des activités générant plus d'émissions et à davantage d'infrastructures destinées aux combustibles fossiles.

- **BusinessEurope** a compté Lukoil parmi ses entreprises partenaires, mais en mars 2022 le grand groupe d'intérêts a ôté le nom de Lukoil de son Corporate Advisory and Support

⁵⁶The Guardian, Cambridge Analytica: links to Moscow oil firm and St Petersburg university, 17/03/18, <https://www.theguardian.com/news/2018/mar/17/cambridge-academic-trawling-facebook-had-links-to-russian-university>

⁵⁷ Forbes, Russian Billionaire Alekperov Resigns As Lukoil CEO Amid Sanctions Over Ukraine, 21/04/22, <https://www.forbes.com/sites/annakaplan/2022/04/21/russian-billionaire-alekperov-resigns-as-lukoil-ceo-amid-sanctions-over-ukraine/>

⁵⁸ Lukoil est répertorié comme un client de Dr2 Consultants dans sa fiche de 2012 <https://lobbyfacts.eu/representative/07ff8309e46c49ea880510a9f2518c14/dr2-consultants>, de Fleishman Hillard dans sa fiche de 2016 <https://lobbyfacts.eu/representative/9fcd8aa5ed924ac899657be9f5faab1e/fleishman-hillard>, et de Access2Europe (A2E) dans sa fiche de 2016 <https://lobbyfacts.eu/representative/6e2745e86f0b454a9d36971a0378cefa/access2europe>

⁵⁹ Registre de transparence, Lukoil, op. cit.

⁶⁰ EUObserver ibid; FuelsEurope, Members, <https://www.fuelseurope.eu/about-us/members/>

⁶¹ Registre de transparence, FuelsEurope, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=26207914726-42>, au 18/04/22

⁶² Reclaim Finance, Out with Lobbyists, op. cit.

⁶³ FuelsEurope feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments - Roadmap, 20/04/20, https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Sustainable-finance-EU-classification-system-for-green-investments/details/F512913_en ; La réponse de Fuels Europe se trouve à la page 27 de l'avis reçu: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Sustainable-finance-EU-classification-system-for-green-investments/feedback_en?p_id=7646923

Group (groupe consultatif et de soutien de l'entreprise)⁶⁴. Cela signifie toutefois que Lukoil a occupé une position d'influence au sein de BusinessEurope tout au long du processus législatif portant sur la taxonomie. En outre, le degré d'influence de BusinessEurope ne doit en aucun cas être sous-estimé : sur les 337 réunions au plus haut niveau avec la Commission auxquelles BusinessEurope a participé ces dernières années, 11 ont porté spécifiquement sur la taxonomie / la finance durable (même si d'autres réunions portant sur des sujets plus généraux ont pu également aborder la question)⁶⁵. Plus pertinent encore, BusinessEurope est répertorié dans la plateforme sur la finance durable de la Commission, qui est consultée pour la rédaction de chaque acte délégué dans le cadre du Règlement Taxonomie⁶⁶.

⁶⁴ BusinessEurope, ASG Group, <https://www.bussinesseurope.eu/about-us/asgroup-our-partner-companies>

⁶⁵ Registre de transparence, BusinessEurope, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=3978240953-79> au 18/04/22. NB : Réunions avec la CE depuis le 01/12/2014.

⁶⁶ Commission européenne, Platform on Sustainable Finance, https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance/overview-sustainable-finance/platform-sustainable-finance_en#who

3. Le lobby du nucléaire européen étroitement lié à Rosatom, alors que l'intégration dans la taxonomie ancre la dépendance de l'UE à la Russie

De l'énergie nucléaire aux armes, Rosatom constitue le bras droit du président russe : le géant public du nucléaire russe, Rosatom, a été créé par Vladimir Poutine en 2007⁶⁷. La Russie, qui est déjà le premier exportateur mondial de centrales nucléaires⁶⁸, a pour ambition d'augmenter ses exportations nucléaires⁶⁹, profitant du déclin de ses concurrents occidentaux⁷⁰. Rosatom n'est pas seulement à la tête de l'industrie nucléaire russe ; elle est aussi chargée d'entretenir l'arsenal nucléaire russe (voir Encadré C) et officiellement de contrôler la route maritime russe en Arctique⁷¹. Rosatom a par ailleurs joué un rôle actif dans la guerre en Ukraine en envoyant des équipes dans deux centrales nucléaires ukrainiennes (Zaporijia, la plus grande centrale nucléaire d'Europe, et le site de Tchernobyl) que la Russie a attaquées et occupées en mars 2022⁷². Les attaques russes sur ces installations nucléaires ont mis en évidence de manière brutale la vulnérabilité des infrastructures nucléaires. Malgré cela, les adeptes de l'atome ont répondu à l'invasion et aux menaces nucléaires de la Russie en appelant au prolongement de la durée de vie de centrales vieillissantes et en se positionnant en faveur de la création de nouvelles capacités nucléaires dans l'UE. L'intégration de l'énergie nucléaire dans la taxonomie ne fera qu'encourager ces pratiques et pourrait entraîner des décisions d'investissement insensées en termes d'économie, d'environnement et de sécurité.

Pour la Russie, les exportations de biens et de services nucléaires constituent une priorité politique et économique, ainsi qu'un pilier de son programme géopolitique, comme en témoignent les prêts généreux garantis par l'État et accordés aux pays tiers qui passent des marchés avec Rosatom⁷³. Mais la Russie est aussi l'un des plus gros exportateurs d'uranium et de combustibles nucléaires vers l'UE, pour un montant évalué à 380 millions d'euros en 2019⁷⁴, soit 20 % des importations

⁶⁷ Pour plus d'informations sur l'histoire inquiétante de Rosatom en tant que partenaire commercial (en termes de finance, de performance et de préoccupations majeures en matière de sécurité), voir le rapport de Greenpeace (2014), Rosatom Risks - Exposing the Troubled History of Russia's State Nuclear Corporation, disponible sur https://www.academia.edu/20819181/Rosatom_Risks_-_Exposing_the_Troubled_History_of_Russias_State_Nuclear_Corporation

⁶⁸ Greenpeace France, L'industrie Nucléaire Française, Une Alliée Du Régime De V. Poutine: Le nucléaire peut-il garantir l'indépendance énergétique française? Mars 2022

<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/decryptage-lindustrie-nucleaire-francaise-une-alliee-du-regime-de-v-poutine/>

⁶⁹ The Conversation, Russia's energy clout doesn't just come from oil and gas – it's also a key nuclear supplier, 18/03/22, <https://theconversation.com/russias-energy-clout-doesnt-just-come-from-oil-and-gas-its-also-a-key-nuclear-supplier-179444> ; D'après Rosatom, l'entreprise publique russe d'énergie nucléaire construit 34 nouveaux réacteurs à l'étranger, outre les sept nouveaux réacteurs en construction en Russie (Source : <https://rosatom-easteurope.com/en/investors/projects>)

⁷⁰ Névine Schepers, Russia's nuclear energy exports: status, prospects and implications, Non-Proliferation and Disarmament Papers No. 61, février 2019, <https://www.sipri.org/publications/2019/eu-non-proliferation-and-disarmament-papers/russias-nuclear-energy-exports-status-prospects-and-implications>

⁷¹ Bellona, Legislation grants Rosatom control of the Russian Arctic, 19/12/18,

<https://bellona.org/news/nuclear-issues/2018-12-legislation-grants-rosatom-control-of-the-russian-arctic>

⁷² Defuel Russia's War Machine (Urgewald and Ecodefense), Rosatom – Putin's Nuclear Boogeyman, mars 2022, <https://defuel-russias-war.org/rosatom-nuclear-boogeyman/>

⁷³ Voir p. ex., World Nuclear Industry Status Report (WNISR) 2021,

<https://www.worldnuclearreport.org/-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2021-.html>, et 2020

<https://www.worldnuclearreport.org/-World-Nuclear-Industry-Status-Report-2020-.html> NB : Ce type de prêt inclut p. ex. le prêt par la Russie de 10 milliards d'euros à la Hongrie pour la centrale nucléaire Paks 2 (WNISR 2021).

⁷⁴ OEC, Radioactive chemicals statistics, <https://oec.world/en/profile/hs92/radioactive-chemicals>

d'uranium de l'UE⁷⁵. C'est précisément pour ces raisons que la Stratégie de l'Union pour la sécurité énergétique de 2014 avait souligné l'importance de diversifier les sources d'approvisionnement de combustibles et la nécessité, pour les nouvelles centrales nucléaires, de ne pas dépendre exclusivement du combustible russe⁷⁶. En dépit de ces mises en garde, la part de l'uranium russe dans les importations globales de l'UE est passée de 18 % en 2014 à 20 % en 2020⁷⁷.

Rosatom a tissé son réseau dans toute l'industrie européenne du nucléaire, créant des interdépendances.

Par l'intermédiaire de ses nombreuses filiales, joint-ventures et opérations commerciales, qui recouvrent l'ensemble de la filière nucléaire, Rosatom est intriquée dans l'industrie nucléaire européenne (voir Tableau 1), ce qui crée un degré significatif de dépendance à l'entreprise détenue par l'État russe. Ainsi, certains réacteurs nucléaires spécifiques nécessitent un type de combustible particulier, si bien que lorsque Rosatom construit un réacteur (comme c'est le cas en Finlande, en Hongrie, en Bulgarie, en Slovaquie et en République tchèque), elle fournit la plupart du temps son combustible⁷⁸. En raison de la complexité de cette technologie, l'achat d'un réacteur à Rosatom entraîne une dépendance qui s'étend sur plusieurs décennies, de l'exploitation à la maintenance en passant par la gestion du combustible usé⁷⁹. L'effet économique de la construction des centrales nucléaires par Rosatom en Europe a été décrit comme "comparable à la construction d'un gazoduc⁸⁰". À l'heure actuelle, il y a 18 réacteurs de conception russe dans l'UE⁸¹, et tous dépendent de la Russie pour leur approvisionnement en combustible nucléaire et autres services.

Alors que la taxonomie s'apprête à lancer une bouée de sauvetage à l'énergie nucléaire en Europe, Rosatom est déjà directement impliquée dans la construction de centrales nucléaires, notamment en Hongrie (voir Tableau 1), et prend part à des plans de développement de nouvelles centrales et de prolongement de la durée de vie de centrales existantes en Bulgarie et en Slovaquie⁸². Avec un coût moyen de plus de 10 milliards d'euros⁸³ par centrale nucléaire en Europe, ces projets génèreraient d'importantes recettes pour Rosatom.

⁷⁵ Agence d'approvisionnement d'Euratom, Annual Report 2020, http://euratom-supply.ec.europa.eu/system/files/2021-10/MJAA21001ENN_002.pdf

⁷⁶ Commission européenne, Stratégie européenne pour la sécurité énergétique, COM/2014/0330 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX%3A52014DC0330>

⁷⁷ Agence d'approvisionnement d'Euratom, Annual Report 2020, op.cit.

⁷⁸ Defuel Russia's War Machine, op.cit.

⁷⁹ Greenpeace France, L'industrie Nucléaire Française, Une Alliée Du Régime De V. Poutine, op.cit.

⁸⁰ Id.

⁸¹ Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), The Database on Nuclear Power Reactors, <https://pris.iaea.org/pris>, au 01/04/22.

⁸² Jan Haverkamp, The looming dependency on Rosatom in the EU, mars 2019, écrit pour le compte de Les Verts/ALE au Parlement européen, www.laka.org/docu/catalogue/publication/2.34.6.50/03_nuclear-energy-the-looming-dependency-on-rosat

⁸³ Par exemple, le coût de Paks II est estimé à 12 milliards d'euros (source : <https://www.worldnuclearreport.org/IMG/pdf/wnsr2021-lr.pdf>). Le coût final de la centrale nucléaire d'Olkiluoto en Finlande a atteint un total 11 milliards d'euros selon les estimations (Source : https://www.euractiv.com/section/all/short_news/the-never-ending-saga-of-finlands-olkiluoto-nuclear-plant/)

Tableau 1 : la sphère d'influence de Rosatom

Aperçu des liens entre l'entreprise d'État russe et l'industrie nucléaire européenne*

*Au début de l'invasion ukrainienne par la Russie ; à noter que certaines entreprises ont depuis (partiellement) coupé leurs liens avec Rosatom.

Pays	Entité	Relation/ Lien
France	EDF	Des décennies de relations commerciales complexes et intriquées avec Rosenergoatom, à tous les niveaux de la chaîne de production nucléaire ; nouveaux accords commerciaux, datant de février 2022 ⁸⁴ .
	Framatome (successeur d'Areva)	Coopère avec TVEL, filiale de Rosatom, pour fournir du combustible nucléaire aux réacteurs européens, et a signé un accord de coopération sur le long terme avec Rosatom en 2021 ⁸⁵ .
	Orano (successeur d'Areva)	Envoie de l'uranium de retraitement en Russie et a signé un accord avec Rosatom en 2019 pour la construction d'une usine de conversion de l'uranium appauvri ⁸⁶ .
	Alstom	Fait partie d'Alstom-Atomenergomash, une joint-venture avec Rosatom pour mettre au point des turbines demi-vitesse ⁸⁷ .
	Assystem	A signé une Déclaration d'intention avec RASU JSC de Rosatom en 2019 ⁸⁸ .
Finlande	Fennovoima	Joint-venture entre Voimaosakeyhtiö (en partie détenue par Fortum) et RASU JSC de Rosatom pour la construction de la centrale nucléaire Hanhikivi 1 en Finlande. Toutefois, Fennovoima a annulé son contrat avec ROAS JSC en mai 2022 ⁸⁹ .
	Fortum	Importe du combustible nucléaire de Russie pour la centrale de Loviisa, et a passé un contrat avec TVEL de Rosatom jusqu'en 2030 ⁹⁰ . Fortum a des intérêts importants en Russie (centrales au charbon, thermiques, hydroélectriques), ce qui a servi de levier pour la participation de Fortum à la joint-venture de la

⁸⁴ Greenpeace France, L'industrie Nucléaire Française, Une Alliée Du Régime De V. Poutine, ibid.

⁸⁵ Defuel Russia's War Machine (Urgewald and Ecodefense), Rosatom – Putin's Nuclear Boogeyman, March 2022, <https://defuel-russias-war.org/rosatom-nuclear-boogeyman/>; Greenpeace France, L'industrie Nucléaire Française, Une Alliée Du Régime De V. Poutine, ibid.

⁸⁶ Defuel Russia's War Machine, ibid.

⁸⁷ Rosatom, Areas of cooperation, <https://rosatom-europe.com/en/rosatom-in-country/areas-of-cooperation/>

⁸⁸ Rosatom,

<https://rosatom.ru/en/press-centre/news/rasu-jsc-concluded-a-memorandum-of-understanding-with-assystem-company-in-the-field-of-design-and-im/>

⁸⁹ Fennovoima, Fennovoima has terminated the contract for the delivery of the Hanhikivi 1 nuclear power plant with Rosatom, 02/05/22,

<https://www.fennovoima.fi/en/press-releases/fennovoima-has-terminated-contract-delivery-hanhikivi-1-nuclear-power-plant-rosatom>

⁹⁰ Defuel Russia's War Machine, ibid.

		centrale Hanhikivi 1 avec Rosatom ⁹¹ .
Hongrie	MVM Group	A embauché Rosatom pour construire la centrale PAKS 2 en Hongrie, et possède une joint-venture avec Rosatom, European Power Services, qui propose des services et la maintenance de centrales nucléaires, y compris pour PAKS ⁹² .
Allemagne	NUKEM Technologies GmbH	Entreprise de technologie détenue à 100 % par Rosatom et active dans le démantèlement des centrales nucléaires et dans la gestion des déchets radioactifs et des combustibles usés dans toute l'Europe ⁹³ .
Allemagne/ Pays-Bas/ RU	Urenco	A fourni 45 000 tonnes d'uranium appauvri à la Russie sur 25 ans (dernièrement en 2020), officiellement pour enrichissement, mais en réalité essentiellement pour le stockage ⁹⁴ .
Suède	Vattenfall	Fourniture de combustible nucléaire en provenance de TVEL de Rosatom jusqu'en 2025 ⁹⁵ .
République tchèque	ČEZ	Combustible nucléaire fourni par TVEL de Rosatom, et nouvel accord commercial signé en 2019 ⁹⁶ .

Le secteur du nucléaire français, de loin le plus important de tous les pays de l'UE, travaille en étroite coopération avec Rosatom à tous les niveaux de la filière, de l'exploitation de l'uranium au traitement des déchets, en passant par la construction de centrales et leur exploitation⁹⁷. La Russie dispose de 43 % de la capacité mondiale d'enrichissement d'uranium et a produit en 2020 environ un tiers de l'hexafluorure d'uranium mondial, une substance entrant dans le processus

⁹¹ Veli-Pekka Tynkkynen (2019), The Energy of Russia: Hydrocarbon Culture and Climate Change, https://www.elgaronline.com/view/9781788978590/08_chapter4.xhtml Chapter 4: Energy as international power: the case of Russian-Finnish energy trade ; Pami Aalto, Heino Nyssönen, Matti Kojo & Pallavi Pal (2017), Russian nuclear energy diplomacy in Finland and Hungary, Eurasian Geography and Economics, 58:4, 386-417, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/15387216.2017.1396905>

⁹² Balkan Green Energy News, Hungary, Russia to speed up construction of Paks II nuclear power plant, 04/06/21, <https://balkangreenenergynews.com/hungary-russia-to-speed-up-construction-of-paks-ii-nuclear-power-plant/>; WNN, Rusatom Service, MVM Group create European Power Services JV, 10/07/20, <https://world-nuclear-news.org/Articles/Rusatom-Service-MVM-Group-create-European-Power-S>

⁹³ Rosatom, NUKEM Technologies GmbH, <https://www.rosatom.ru/en/rosatom-group/back-end/nukem-technologies-gmbh/>

⁹⁴ Defuel Russia's War Machine, ibid ; voir aussi l'accord signé en septembre 2019 pour fournir à la Russie 12 000 tonnes d'uranium appauvri en provenance de URENCO Gronau : "Ihr Schreiben vom 15.08.2019 „Urananreicherungsanlage Gronau: Sofort stilllegen!""", 12/09/19, <https://greenpeace.ru/wp-content/uploads/2019/10/Wirtschaftsministerium-NRW-an-GAL-Gronau-12.09.2019-UAA-Gronau.pdf>

⁹⁵ Vattenfall, Vattenfall secures new nuclear fuel supply, 14/12/16, <https://group.vattenfall.com/press-and-media/pressreleases/2016/vattenfall-secures-new-nuclear-fuel-supply>. NB : Vattenfall a annoncé l'arrêt des livraisons de combustible nucléaire en provenance de Russie le 24/02/22 - voir <https://group.vattenfall.com/press-and-media/newsroom/2022/vattenfall-stops-deliveries-of-russian-nuclear-fuel>

⁹⁶ Rosatom, TVEL to introduce new fuel at Dukovany NPP in the Czech Republic, 29/07/19, <https://rosatom.ru/en/press-centre/news/tvel-to-introduce-new-fuel-at-dukovany-npp-in-the-czech-republic/>

⁹⁷ Greenpeace France, L'industrie Nucléaire Française, Une Alliée Du Régime De V. Poutine, ibid.

d'enrichissement⁹⁸. Rosatom fournit 24 % des services de conversion de l'uranium en Europe, tandis que 28 % sont fournis par l'entreprise française Orano, qui a des liens étroits ainsi que des accords de coopération officiels avec Rosatom⁹⁹. La filiale de Rosatom Tenex/TVEL fournit 26 % des services d'enrichissement de l'uranium de l'UE¹⁰⁰ et son principal concurrent, Urenco, dépend de TVEL pour une partie de la gestion de ses déchets. (Voir Tableau 1).

Le groupe de réflexion RIAC fondé par l'État russe a indiqué que les recettes de Rosatom provenant de commandes étrangères de centrales nucléaires étaient conséquentes, "ce qui souligne le potentiel économique d'un passage des combustibles fossiles à l'énergie nucléaire¹⁰¹". Il ne fait guère de doute que la Russie perçoit les efforts déployés par le monde entier pour se sevrer des énergies fossiles comme une opportunité d'augmenter la dépendance à l'expertise et aux ressources nucléaires russes. Avaler le discours selon lequel classer le nucléaire comme investissement « durable » permettra de réduire la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie est donc une très grave erreur.

Encadré C : Déchets, armes et obtention d'un sursis

Déchets : Le lobby du nucléaire se vante du caractère bas-carbone de l'énergie nucléaire, mais il ne faut pas oublier que cette énergie produit des déchets radioactifs que les futures générations auront la responsabilité de gérer pendant des siècles¹⁰². De plus, la Russie joue un rôle crucial dans la gestion et le stockage des déchets nucléaires en Europe. En raison de l'absence de solution de stockage définitif, l'Oural du sud et la Sibérie servent de lieu d'entreposage temporaire à des milliers de tonnes d'uranium appauvri issu du retraitement du combustible usé et de l'enrichissement d'uranium de l'UE¹⁰³. La dépendance de la France et l'Allemagne envers la Russie pour l'enrichissement d'uranium¹⁰⁴ et l'entreposage de déchets radioactifs¹⁰⁵ a fait polémique ces dernières années.

Armes : Il ne faut pas oublier que Rosatom est également chargée de l'arsenal nucléaire russe ; en d'autres termes, il n'existe aucune séparation effective entre les programmes nucléaires commerciaux et militaires russes. L'uranium appauvri sert de matière première pour le matériel isolant des réacteurs rapides, et pourrait être utilisé en tant que tel par la Russie pour fabriquer du

⁹⁸ The Conversation, ibid.

⁹⁹ Agence d'approvisionnement d'Euratom, Annual Report 2020, ibid ; Greenpeace France, Le double jeu dangereux de l'industrie nucléaire française, 10/03/22, www.greenpeace.fr/le-double-jeu-dangereux-de-lindustrie-nucleaire-francaise

¹⁰⁰ Agence d'approvisionnement d'Euratom, Annual Report 2020, ibid.

¹⁰¹ RIAC, The Role of Nuclear Energy for the Achievement of the EU's and Russia's Climate Targets, 04/03/22, <https://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/columns/climate-change-and-world-politics/the-role-of-nuclear-energy-for-the-achievement-of-the-eu-s-and-russia-s-climate-targets/>; RIAC, Co-Founders, <https://russiancouncil.ru/en/about/founders/>

¹⁰² Greenpeace International, 6 reasons why nuclear energy is not the way to a green and peaceful world, 18/03/22, <https://www.greenpeace.org/international/story/52758/reasons-why-nuclear-energy-not-way-green-and-peaceful-world/>

¹⁰³ Greenpeace International, Europe's radioactive secret, how EDF and European nuclear utilities are dumping nuclear waste in the Russian Federation, novembre 2005, https://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/greenpeace-2005-11-18-europe_s_radioactive_secret-how_edf_and_european_nuclear_utilities_are_dumping_nuclear_waste_in_the_russian_federation.pdf

¹⁰⁴ High North News, Russia Has Once Again Become the Solution to Germany's Nuclear Problem, 21/01/20, www.highnorthnews.com/en/russia-has-once-again-become-solution-germanys-nuclear-problem

¹⁰⁵ Greenpeace unité européenne, Exposed: French nuclear companies dumping radioactive waste in Siberia, 12/10/21, <https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/climate-energy/45879/french-nuclear-companies-exposed-dumping-radioactive-waste-siberia/>;

plutonium en Russie – du plutonium qui serait exclu des garanties internationales et que la Russie pourrait utiliser pour son programme nucléaire militaire¹⁰⁶.

Obtention d'un sursis au détriment des énergies renouvelables : L'énergie nucléaire menace de faire encore davantage reculer les investissements en faveur de la transition énergétique, en raison de ses coûts élevés. Pour le moins, l'intégration du nucléaire dans la taxonomie devrait ralentir la sortie progressive du nucléaire amorcée ces dernières décennies¹⁰⁷. Cette intégration permettrait à la Russie de profiter des investissements envisagés pour la filière nucléaire qui, d'après les estimations du commissaire Thierry Breton, pourraient atteindre 500 milliards d'euros en 2050¹⁰⁸.

Comment les intérêts de Rosatom sont-ils représentés dans le lobbying à Bruxelles ?

Rosatom possède de nombreux liens non seulement avec l'industrie nucléaire européenne, mais aussi avec les lobbies nucléaires qui ont fait pression avec succès pour l'inclusion de cette énergie dans la taxonomie verte. En effet, sur les 11 entreprises ou groupes industriels nucléaires qui dépensent le plus en matière de lobbying (tels qu'identifiés par l'enquête de 2021 de Reclaim Finance), neuf présentent des liens directs ou indirects avec Rosatom¹⁰⁹, et des recherches plus approfondies laisseraient entrevoir des connexions encore plus nombreuses.

À l'heure actuelle, Rosatom apparaît uniquement dans le registre de transparence de l'UE sous le nom de Rusatom International Network (RAIN), réseau chargé "de la vente et de la promotion internationales des produits de la branche nucléaire de Rosatom", et déclare que la taxonomie est l'un des principaux dossiers européens sur lequel portent ses activités de lobbying¹¹⁰. Cependant, les filiales de Rosatom que sont Rosatom France, Atomenergoprom et AtomEnergPromSbyt figuraient dans le registre les années précédentes, la première embauchant au moins deux cabinets

¹⁰⁶ Thomas B. Cochran, Harold A. Feiveson, Walt Patterson, Gennadi Pshakin, M.V. Ramana, Mycle Schneider, Tatsujiro Suzuki, Frank von Hippel, Research Report 8 - "Fast Breeder Reactor Programs: History and Status", International Panel on Fissile Materials, February 2010, <http://fissilematerials.org/library/rr08.pdf>

¹⁰⁷ Eurostat, Nuclear Energy Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Nuclear_energy_statistics

¹⁰⁸ Euractiv, Europe nuclear plants 'need €500bn investment by 2050': European Commissioner, 10/01/22, www.euractiv.com/section/energy/news/europe-nuclear-plants-need-e500bn-investment-by-2050-eu-commissioner

¹⁰⁹ Tableau 9, Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op. cit.

Le tableau 1 ci-dessus montre les liens de Rosatom avec EDF, Vattenfall, Orano et ČEZ ; les liens avec FORATOM font l'objet du texte principal du chapitre 3 ; le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), organisme public français, a aussi des liens avec Rosatom (voir par exemple :

[https://www.cea.fr/english/Pages/News/The-Chairperson-of-the-CEA-accompanied-President-Macron-on-his-visit-to-Russia-\(May-24-25\)-aspx](https://www.cea.fr/english/Pages/News/The-Chairperson-of-the-CEA-accompanied-President-Macron-on-his-visit-to-Russia-(May-24-25)-aspx) et

<https://rosatom.ru/en/press-centre/news/rosatom-cea-and-edf-join-r-d-efforts-to-demonstrate-recyclability-of-spent-mox-fuel/>) ; Parmi les membres du Groupement des industriels français du nucléaire (Gifen), on trouve des entreprises liées à Rosatom, notamment EDF, Framatome et Orano (Registre de transparence, Gifen, op. cit.) ; le Foro de la Industria Nuclear Española est lié à Rosatom via Tecnatom, son entreprise partenaire qui a signé un MoU avec JSC RASU, filiale de Rosatom (voir

<https://www.foronuclear.org/actualidad/noticias/tecnatom-y-rosatom-trabajaran-conjuntamente-en-determinados-proyectos-nucleares/>) ; Au sein de la gouvernance de la Plateforme technologique pour l'énergie nucléaire durable (SNETP) figurent des entités ayant des liens avec Rosatom, dont EDF, Framatome, FORATOM, Paks, etc. (voir <https://snetp.eu/governance/>).

¹¹⁰ Registre de transparence, Private Institution of Atomic Energy Power Corporation "Rusatom International Network" (RAIN), <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=458218730949-73>, au 19/04/22

de conseil et les deux autres participant à des réunions de haut niveau avec la Commission¹¹¹. La filiale allemande Nukem Technologies est quant à elle enregistrée en tant que membre de l'Internationaler Wirtschaftssenat, une "ONG" qui promeut les intérêts de ses membres¹¹². Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg.

Pour gagner la bataille de la taxonomie, Rosatom travaille avec l'Association nucléaire mondiale.

Rosatom est membre du Conseil d'administration de l'**Association nucléaire mondiale (WNA)**¹¹³. Dans le registre, la WNA déclare faire du lobbying sur la taxonomie et participer au Forum européen sur l'énergie nucléaire (ENEF), une plateforme qui rassemble les gouvernements européens, les eurodéputés et l'industrie nucléaire¹¹⁴. Dans sa contribution à la consultation de la Commission sur la taxonomie, au printemps 2020, la WNA affirme que les investissements dans les centrales nucléaires existantes et nouvelles "devraient être reconnus comme durables et bénéficier de l'inclusion dans la taxonomie"¹¹⁵. Elle critique en outre un rapport du groupe d'experts techniques qui recommande à la Commission d'exclure le nucléaire de la taxonomie au motif que la production de déchets radioactifs ne respecte pas le principe consistant "à ne pas causer de préjudice important" (Do No Significant Harm, DNSH). D'après la WNA, cette recommandation fait fi du "consensus scientifique" et "compromet gravement l'ensemble de la taxonomie"¹¹⁶. La WNA insiste sur le fait que le nucléaire peut contribuer à la résilience énergétique de l'Europe "en réduisant sa dépendance envers l'importation de combustibles fossiles volatiles" – en omettant de mentionner la dépendance ainsi créée envers Rosatom pour le combustible, les réacteurs et la technologie nucléaires.

La WNA déclare que "le nucléaire peut constituer le cœur du système énergétique fiable" dont nous

¹¹¹ Rosatom France déclare dans le registre en 2016 avoir embauché le cabinet de conseil Sass Consulting ; elle figure également parmi les clients d' Acceleration Management Solutions en 2020. Sources : Lobbyfacts, Rosatom France, <https://lobbyfacts.eu/representative/61c07c8ef04f44c3841aa6e1b225086e/rosatom-france>; JSC Atomenergoprom, <https://lobbyfacts.eu/representative/feb27906006a4e3c94326e1b281c163e/jsc-atomenergoprom>; AtomEnergPromSbyt (AEPS), <https://lobbyfacts.eu/representative/f04ff346328f4f15948b32bc8f28bc43/atomenergopromsbyt>; Acceleration Management Solutions S.A.M. (AMS S.A.M.),

<https://lobbyfacts.eu/representative/8f8fb5ea5cf34e0baa02082db23580f3/acceleration-management-solutions-s-a-m>
¹¹² Registre de transparence, Internationaler Wirtschaftssenat, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=493255228378-56>, au 20/04/22

¹¹³ Association nucléaire mondiale, Governance and Leadership, <https://world-nuclear.org/our-association/who-we-are/governance-and-leadership.aspx>, au 19/04/22

¹¹⁴ Registre de transparence, World Nuclear Association, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=382541932700-21>. Lors de notre consultation du site le 26/04/22, on pouvait lire : "Intergroupes et groupements non officiels (Parlement européen) : Groupements non officiels : Forum européen sur l'énergie nucléaire". Cependant, lors d'une nouvelle consultation de cette page le 09/05/22, cette précision n'apparaissait plus. Toutefois, elle apparaît encore sur lobbyfacts : <https://lobbyfacts.eu/representative/5eaccfce762a4e0ab0bbe4d58c50b955/world-nuclear-association> ; Commission européenne, Forum européen sur l'énergie nucléaire (ENEF), https://energy.ec.europa.eu/topics/nuclear-energy/nuclear-safety/european-nuclear-energy-forum-enef_en

¹¹⁵ World Nuclear Association feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments - Roadmap, WNA 27/04/20, la réponse de la WNA se trouve à la page 8 de l'avis reçu.

<https://world-nuclear.org/our-association/publications/public-consultations/submission-to-the-european-commission%E2%80%99s-delegated.aspx>

¹¹⁶ World Nuclear Association feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments - Roadmap, ibid.WNA

avons besoin, détournant ainsi des propos précédemment tenus par la Commission¹¹⁷. La WNA a également soutenu des appels visant à “établir un groupe d’experts possédant des connaissances approfondies du cycle de vie du nucléaire” pour évaluer la question “dans les temps impartis afin que le nucléaire puisse être inclus dans la première série d’actes délégués”. La Commission a cédé à cette pression, confiant cette mission à son propre Centre commun de recherche (CCR) qui, en mars 2021, a rendu un avis favorable sur l’inclusion de l’énergie nucléaire à la taxonomie.

Rosatom critique Greenpeace et fait l’éloge des "Voix du nucléaire".

En mai 2021, Rosatom a publié un bulletin d’information faisant l’éloge du rapport du CCR qui, selon lui, “conclut que l’énergie nucléaire est comparable aux sources d’énergie renouvelables, voire les surpasse” sur certains paramètres (en passant sous silence bien entendu la radioactivité ou les déchets)¹¹⁸. Rosatom a ajouté qu’en dépit de toutes les preuves fournies par le CCR, “Greenpeace s’est abaissée au point de soupçonner les experts du CCR de partialité”, citant la note de synthèse de Greenpeace UE de mars 2021 qui exprime des inquiétudes quant à l’objectivité du CCR, étant donné ses “liens structurels avec le traité Euratom, ses relations avec l’industrie nucléaire et les opinions exprimées publiquement par les membres du CCR sur l’énergie nucléaire¹¹⁹”.

Il convient toutefois de noter que la critique du rapport du CCR était assez partagée. Par exemple, l’Okologie Institut (institut autrichien de recherche sur l’environnement) a noté que le CCR n’avait pas évalué plusieurs aspects du principe DNSH (principe consistant à “ne pas causer de préjudice important”), notamment le risque d’accidents dans les centrales nucléaires dont la durée de vie serait prolongée, les conséquences à long terme du stockage des déchets nucléaires et l’impact potentiel de la contamination radioactive de l’eau et des ressources marines¹²⁰. L’Office fédéral allemand pour la sûreté de la gestion des déchets nucléaires (BASE), quant à lui, a fait référence à la “vision incomplète” du CCR des conséquences et des risques du nucléaire pour l’être humain, l’environnement et les générations futures, dont certains ne sont “même pas mentionnés¹²¹”.

Néanmoins, Rosatom a précisé que “toutes les ONG ne partagent pas le point de vue de Greenpeace”, faisant allusion à une lettre adressée en mars 2021 à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, par des dizaines “d’ONG de différents pays”. Rosatom cite longuement cette lettre dont les auteurs affirment que la décarbonisation échouera sans l’inclusion

¹¹⁷ Commission européenne, 2018. La communication sur la vision “Une planète propre pour tous” précise : “D’ici 2050, ce seront plus de 80 % de l’électricité qui proviendront de sources d’énergies renouvelables (situées en mer de plus en plus souvent). Combiné avec une part d’environ 15 % d’énergie nucléaire, cela constituera le cœur d’un système énergétique décarboné en Europe.” Pour la Commission, le cœur du système énergétique européen est donc composé par une part écrasante (80%) d’énergies renouvelables.

(Source: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0773&qid=1652364474439&from=FR>)

Le groupe de pression FORATOM a été parmi les premiers à monter cette affaire en épingle en prétendant que le nucléaire est le cœur d’un système énergétique décarboné. (Source :

<https://www.FORATOM.org/press-release/eu-confirms-nuclear-as-backbone-of-2050-carbon-free-europe/>)

¹¹⁸ Rosatom, EU Taxonomy Lacks Nuclear - Rosatom Newsletter #241, mai 2021,

<https://rosatomnewsletter.com/2021/05/31/eu-taxonomy-lacks-nuclear/>

¹¹⁹ Greenpeace France, “L’impartialité du Centre de recherche de la Commission européenne remise en cause par ses liens avec l’industrie nucléaire”, 30/03/21,

<https://www.greenpeace.fr/l'impartialite-du-centre-de-recherche-de-la-commission-europeenne-remise-en-cause-par-ses-liens-avec-l'industrie-nucleaire/>, note de synthèse complète ici :

<https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2021/03/Service-scientifique-de-la-Commission-europ%C3%A9enne-industrie-nucl%C3%A9aire-Note-de-synth%C3%A8se-Greenpeace-UE-mars-2021.pdf>

¹²⁰ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op.cit.

¹²¹ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op.cit.

du nucléaire. Les signataires de la lettre sont un ensemble de groupes pro-nucléaires, et l'organisation qui a envoyé la lettre, les Voix du Nucléaire, est financée par des “sociétés affiliées à l'industrie nucléaire¹²²”. Bien que l'organisation insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un lobby nucléaire, son conseil d'administration comprend le PDG de Framatome (parmi les premiers à “soutenir sa création”) et le directeur de l'Association nucléaire mondiale (World Nuclear Association, WNA), dont Rosatom est membre¹²³. Son inscription au registre de transparence¹²⁴ révèle que ses principaux bailleurs de fonds sont Framatome et Orano¹²⁵. De plus, Reclaim Finance note que Les Voix du Nucléaire identifie la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) parmi ses “amis” - les partenaires de la SFEN incluant la Société nucléaire de Russie, qui est représentée au “Conseil Public” de Rosatom¹²⁶.

Influencer l'UE par le biais de la joint-venture finlandaise Fennovoima.

Rosatom déclare avoir “pris part à la discussion ouverte sur les projets de taxonomie et d'acte délégué, qui ont été mis en ligne pour être relus et commentés par des experts, conformément à la procédure établie”. Cependant, nous n'avons pu identifier aucune réponse de Rosatom à cette consultation sur la taxonomie¹²⁷. Ses intérêts sont néanmoins représentés par d'autres acteurs - non seulement la WNA, la SFEN et bon nombre des entreprises avec lesquelles elle entretient des liens étroits (voir Tableau 1), mais aussi la joint-venture finlandaise de Rosatom, Fennovoima.

Fennovoima, la société d'énergie nucléaire la plus récente de Finlande, avait prévu de faire construire la centrale nucléaire de Hanhikivi 1 par RAOS Project, qui fait partie du groupe Rosatom¹²⁸. Fennovoima est détenue pour 1/3 par RAOS Project et pour 2/3 par la société finlandaise

¹²² Voix du Nucléaire, 46 ONG environnementales demandent la reconnaissance du nucléaire dans la taxonomie européenne.

<https://www.voix-du-nucleaire.org/46-ongs-environnementales-demandent-la-reconnaissance-du-nucleaire-dans-la-taxonomie-europeenne/> ; Ares 2021 2166028,

https://www.asktheeu.org/en/request/9447/response/32386/attach/12/Ares%202021%202166028%2046%20NGOs%20nuclear%20energy%20as%20an%20important%20part%20of%20the%20EU%20Taxonomy%20Redacted.pdf?cookie_passthrough=1 ; lettre ouverte à Ursula Von der Leyen,

<https://d1sv16tvvbglsd.cloudfront.net/app/uploads/2021/09/lettre-ouverte-a-ursula-von-der-leven-26-mars-2021.pdf>

Association Voix du Nucléaire, <https://www.voix-du-nucleaire.org/association/>

¹²³ Association Voix du Nucléaire, *ibid.*

¹²⁴ Il faut noter que ‘Les Voix du Nucléaire’ apparaît au registre des lobbies depuis le 18/11/2021 (et est toujours enregistré au 26/04/22), mais que lobbyfacts indique qu'elle a été précédemment enregistrée en 2020 sous son nom anglais “Voices of Nuclear” <https://lobbyfacts.eu/representative/47e5feb503964289b1617c2dbe531821/voices-of-nuclear>

¹²⁵ Registre de transparence, Les Voix du Nucléaire,

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=069633344719-02>, au 26/04/22

¹²⁶ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, *op. cit.*; SFEN, Nos partenaires dans le monde,

<https://www.sfen.org/qui-sommes-nous/partenaires/>; Rosatom, Public Council,

<https://www.rosatom.ru/en/sustainability/public-council/>

¹²⁷ L'entrée de Rosatom dans le registre de transparence sous le nom de RAIN ne mentionne aucune contribution aux consultations publiques (bien que le registre indique que celles-ci ne sont affichées que si l'entité a indiqué son numéro d'identification du registre dans sa contribution à la consultation). De plus, nous n'avons pas été en mesure d'identifier une réponse de Rosatom parmi les 413 réponses à la consultation de la Commission sur la feuille de route sur le financement durable du printemps 2020 - bien qu'il faille noter que certaines contributions sont anonymes (Voir Finance durable - Système de classification de l'UE pour les investissements verts - Feuille de route - 23 Mars 2020 - 27 Avril 2020 https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Sustainable-finance-EU-classification-system-for-green-investments/feedback_fr?p_id=7646923) Toutefois, l'examen des 46 591 réponses (1627 uniques) à la consultation de l'automne 2020 sur le projet d'acte délégué a dépassé le cadre de la présente enquête (Voir Finance durable - Système de classification de l'UE pour les investissements verts - Projet de règlement délégué - 20 novembre 2020 - 18 décembre 2020, *ici*

https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Finance-durable-le-systeme-de-classification-de-lue-pour-les-investissements-verts/feedback_fr?p_id=16015203).

¹²⁸ Hanhikivi 1, About the Project, <https://www.hanhikivi1.fi/en/about-the-project>

Voimaosakeyhtiö (elle-même détenue en partie par Fortum)¹²⁹. En outre, exemple particulièrement parlant de ce que la dépendance peut signifier en termes politiques, la Russie aurait exercé des pressions politiques et économiques sur la Finlande en 2014 pour forcer l'entreprise finlandaise Fortum (qui dispose d'actifs importants dans le secteur de la chaleur et de l'électricité en Russie) à prendre une part plus importante dans Fennovoima, afin de répondre aux exigences de financement nationales¹³⁰. Certains éléments indiquent également que Rosatom aurait tenté d'obtenir une part plus importante du projet que celle qui lui était légalement accordée, par le biais de la société-écran croate Migrit Energija¹³¹.

Malgré l'opposition, le projet de coentreprise de Fennovoima avec Rosatom a été approuvé en 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie¹³². L'inscription au registre des lobbyistes de Fennovoima (qui ne fait aucune mention de Rosatom) désigne le même cabinet de conseil que celui précédemment engagé par Rosatom France, Sass Consulting¹³³. Selon les enquêtes menées par Petri Jääskeläinen du magazine Seura, Sass Consulting a mené une campagne de communication politique et médiatique qui a contribué à faire approuver le projet de Fennovoima, notamment en brouillant les liens avec Rosatom¹³⁴. Au printemps 2022, cependant, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le ministre finlandais des Affaires économiques, Mika Lintila, aurait déclaré qu'il serait "absolument impossible" pour le gouvernement d'accorder un permis de construire pour la centrale de Hanhikivi. Malgré cela, la filiale de Rosatom, RAOS, poursuivait ses "travaux préparatoires à la construction" conformément à son contrat¹³⁵. Le 2 mai 2022, Fennovoima a annoncé qu'elle avait annulé son contrat avec RAOS, invoquant l'incapacité du projet RAOS à honorer le contrat et le fait que RAOS avait été incapable d'atténuer les risques découlant de la guerre en Ukraine¹³⁶.

Néanmoins, avant cela et tout au long du processus législatif sur la taxonomie, Fennovoima a fait du lobbying actif sur la taxonomie. Les registres des réunions de lobbying des eurodéputé·es (qui sont malheureusement loin d'être complets car il n'est pas obligé de signaler ces réunions) révèlent que Fennovoima a eu au moins trois réunions avec des eurodéputé·es en mai 2021, dont une sur la taxonomie¹³⁷. L'une de ces réunions a eu lieu avec l'eurodéputé finlandais de centre-droit Petri Sarvamaa. Un peu plus d'un mois plus tard, M. Sarvamaa a co-signé une lettre adressée à cinq

¹²⁹ Hanhikivi 1, Fennovoima, <https://www.hanhikivi1.fi/en/fennovoima-1>; SRV, Fortum and Outokumpu reaffirm domestic ownership of Fennovoima, 05/08/15,

<https://www.hanhikivi1.fi/en/press-releases/srv-fortum-and-outokumpu-reaffirm-domestic-ownership-fennovoima>. Voir aussi Fortum, Hanhikivi 1,

<https://www.fortum.com/products-and-services/power-plant-services/nuclear-services/newbuild/hanhikivi-1>

¹³⁰ Veli-Pekka Tynkkynen (2019), op.cit.; Pami Aalto, Heino Nyssönen, Matti Kojo & Pallavi Pal (2017), op.cit.

¹³¹ Veli-Pekka Tynkkynen (2019), op.cit.; Pami Aalto, Heino Nyssönen, Matti Kojo & Pallavi Pal (2017), op.cit.

¹³² The Guardian, "Finland gives go-ahead to joint nuclear venture with Russia's Rosatom", 05/12/14,

<https://www.theguardian.com/world/2014/dec/05/finland-nuclear-project-russia-rosatom-reactor>

¹³³ Fennovoima a embauché Sass Consulting en 2020. Registre de transparence, Fennovoima Oy,

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=51375423794-46>, au 05/05/22

¹³⁴ Seura, Näin Venäjä vaikutti vuoden 2015 Fennovoima-omistuskohussa Suomeen – Lobbasi poliitikkoja ja yritti ohjailla mediaa sivuraiteille, 08/06/21, <https://seura.fi/asiat/tutkivat/nain-venaja-vaikutti>

¹³⁵ Reuters, "Rosatom subsidiary will proceed with Finnish nuclear project", 11/04/22,

<https://www.reuters.com/business/energy/rosatom-subsidiary-will-proceed-with-finnish-nuclear-project-2022-04-11/>

¹³⁶ Fennovoima, "Fennovoima a rompu son contrat avec Rosatom concernant la livraison de la centrale nucléaire Hanhikivi 1"

<https://www.fennovoima.fi/en/press-releases/fennovoima-has-terminated-contract-delivery-hanhikivi-1-nuclear-power-plant-rosatom>

¹³⁷ IntegrityWatch, MEP Meetings, <https://www.integritywatch.eu/>. Fennovoima meetings with Petri Sarvamaa (EPP, Finland) 27-05-2021 on 'Nuclear energy'; Mauri Pekkarinen (RE, Finland), 10-05-2021, 'Discussion on nuclear power'; Nils Torvalds (RE, Finland), 05-05-2021, 'EU taxonomy'.

commissaires demandant l'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie¹³⁸.

De plus, la réponse de Fennovoima à la consultation de la Commission sur la taxonomie du printemps 2020 (qui ne mentionne toujours pas Rosatom) indique qu'il est "vital que le rôle critique de l'énergie nucléaire soit reconnu dans la taxonomie. Dans le cas contraire, les objectifs climatiques ambitieux ne pourront pas être atteints¹³⁹." Fennovoima se concentre sur les faibles émissions de l'énergie nucléaire, tout en présentant la question des déchets nucléaires comme résolue¹⁴⁰, et en promouvant une approche "technologiquement neutre". L'acceptation du principe de neutralité technologique a été la clé du succès de l'industrie nucléaire dans son infiltration de la taxonomie, en attirant l'attention sur ses faibles émissions de carbone plutôt que sur les dangers qu'elle représente¹⁴¹. Comme le note Reclaim Finance, l'application de ce principe à l'énergie nucléaire "minimise ses spécificités, notamment en ce qui concerne les radiations" ; comparer le solaire et le nucléaire uniquement sur la base des émissions de carbone, par exemple, "dresse un tableau incomplet en adéquation totale avec le discours des défenseurs du nucléaire¹⁴²".

Fennovoima dans l'ombre du groupe de pression FORATOM.

Selon sa fiche dans le registre de transparence, Fennovoima est membre d'un grand nombre d'associations, notamment FORATOM, le principal groupe de pression du secteur nucléaire à Bruxelles¹⁴³. Jusqu'en janvier 2022, FORATOM était dirigé par Esa Hyvärine, ancien directeur du bureau du PDG de Fortum (qui détenait aussi une participation dans Fennovoima)¹⁴⁴. **FORATOM** a été très actif dans le débat sur la taxonomie¹⁴⁵, déplorant que "la question des déchets" soit utilisée comme "un prétexte pour ne pas inclure cette technologie bas-carbone¹⁴⁶", soulignant l'importance de la "neutralité technologique" et, une fois le nucléaire inclus à la taxonomie, insistant sur la nécessité de traiter nucléaire "sur un pied d'égalité total" avec les renouvelables¹⁴⁷. Le groupe de pression a en outre participé à au moins huit réunions avec des eurodéputés entre 2019 et 2021,

¹³⁸ Sara Skytvedal sur Twitter, 08/07/21, <https://twitter.com/skyttedal/status/1413102118005792772>

¹³⁹ Fennovoima feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments - Roadmap, 20/04/20, la réponse de Fennovoima se trouve à la page 16 https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Finance-durable-le-systeme-de-classification-de-lUE-pour-les-investissements-verts/feedback_fr?p_id=7646923

¹⁴⁰ Bien que Fennovoima ait accès à la documentation relative au site de déchets nucléaires d'Onkalo, en Finlande, qui devrait être mis en service au cours de cette décennie, elle n'est pas autorisée à y déposer ses déchets hautement radioactifs et devra construire son propre centre de stockage. <https://www.world-nuclear-news.org/WR-Fennovoima-plans-own-repository-for-used-fuel-2206165.html>

¹⁴¹ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op. cit.

¹⁴² Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op. cit.

¹⁴³ Registre de transparence, Fennovoima Oy, op. cit.

¹⁴⁴ WNN, "Europe needs nuclear energy, says new FORATOM presiden"t, 17/04/20, <https://www.world-nuclear-news.org/Articles/Europe-needs-nuclear-energy-says-new-FORATOM-pres?feed=feed> ; FORATOM, "FORATOM selects new President Esa Hyvärinen", 10/01/20, <https://www.FORATOM.org/press-release/FORATOM-selects-new-president-esa-hyvarinen/> ; "FORATOM welcomes new President, Jean-Michel Quilichini", 10/01/22, <https://www.FORATOM.org/press-release/FORATOM-welcomes-new-president-jean-michel-quilichini/>

¹⁴⁵ Par exemple, FORATOM a participé à quatre réunions de haut niveau avec la Commission au sujet de la taxonomie depuis juin 2020.

Source : Registre de transparence, European Atomic Forum (FORATOM),

<https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=42433582-82>, au 03/05/22.

¹⁴⁶ FORATOM feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments - Roadmap, 08/04/20, la réponse de FORATOM se trouve à la page 41 de l'avis reçu.

https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Sustainable-finance-EU-classification-system-for-green-investments/feedback_en?p_id=7646923

¹⁴⁷ Nucnet, "Taxonomy / FORATOM Calls For Nuclear To Be Put On 'Equal Footing' With Renewables", 11/01/22, <https://www.nucnet.org/news/FORATOM-calls-for-nuclear-to-be-put-on-equal-footing-with-renewables-1-2-2022>

notamment au sujet de la taxonomie¹⁴⁸ ; trois de ces eurodéputé·es ont ensuite formé un club de parlementaires pro-nucléaires (voir plus loin).

Le club des eurodéputé·es pro-nucléaires et la commissaire Simson s'affichent à la WNE, sponsorisée par Rosatom.

En novembre 2021, les eurodéputé·es Tomas Tobé (groupe Parti populaire européen, centre-droit), Karin Karlsbro et Christophe Grudler (groupe Renew, libéral) ont participé à la création d'un nouveau réseau parlementaire autour de l'avenir du nucléaire en tant que "source d'énergie décarbonnée, rentable et fiable"¹⁴⁹. L'une des priorités de ce club est "d'inclure le nucléaire dans la taxonomie européenne", et l'une de ses premières activités a été d'organiser une "mission parlementaire" au salon mondial du nucléaire (**World Nuclear Exhibition, WNE**) pour que ses membres se rencontrent pour la première fois. La WNE, organisée du 30 novembre au 2 décembre 2021 à Paris par le groupe de pression français Gifen, comptait notamment Rosatom parmi ses "sponsors platinum"¹⁵⁰.

Le discours d'ouverture de la WNE 2021 a été prononcé par la commissaire à l'énergie Kadri Simson, qui a d'ailleurs fait remarquer que c'était la première fois qu'un commissaire européen prenait la parole à cet événement. Elle a repris l'argument de la "neutralité technologique" de l'industrie nucléaire, affirmant que si l'UE affiche une position neutre vis-à-vis des différentes sources d'énergie, elle reconnaît aussi la "contribution de chacune d'elles" à la décarbonation, y compris l'énergie nucléaire¹⁵¹. La commissaire a également souligné "le sentiment croissant de réalisme" concernant le besoin de compléter les énergies renouvelables avec une production électrique de charge de base. Cependant, cette idée dépassée de production "de charge de base" sert avant tout les intérêts des grandes entreprises d'électricité plutôt que le besoin de mettre en place un système énergétique flexible, décentralisé et basé sur les renouvelables¹⁵².

La commissaire Simson a également saisi l'occasion pour faire comprendre à Rosatom, sponsor de la WNE, qu'elle était favorable à l'énergie nucléaire. Elle a en effet affirmé que sans investissement immédiat dans les centrales existantes, la plupart d'entre elles devraient fermer d'ici à 2030, "au moment où elles seront le plus indispensables", promettant que l'acte délégué devra apporter de la certitude et "définir la marche à suivre pour nombre d'industriels, comme vous, au moment clé où les investissements sont étudiés". Si le message n'était pas assez clair, elle a conclu en ajoutant que "si les États membres veulent continuer à pouvoir compter sur cette source d'énergie et à exploiter son formidable potentiel en matière de production d'énergie bas-carbone, y compris la production d'hydrogène par exemple, et si l'industrie veut être au rendez-vous de ces nouvelles attentes sur le

¹⁴⁸ IntegrityWatch, MEP Meetings, <https://www.integritywatch.eu/>, réunions avec Tomas Tobé (EPP, Suède) 30-06-2021 'Taxonomy'; Jessica Stegrud (ECR, Suède), 16-06-2021, 'Energy Policy'; Alex Agius Saliba (S&D, Malte), 27-04-2021, 'Resilience of Critical Entities CER Directive'; Jessica Stegrud (ECR, Suède), 10-06-2020, 'Energy Policy'; Gilles Boyer (RE, France), 30-01-2020, 'Taxonomy, EU Green Deal'; Karin Karlsbro (RE, Suède), 07-11-2019, 'Introduction'; Jörgen Warborn (EPP, Suède), 05-11-2019, 'Energy Policy'; Christophe Grudler (RE, France), 10-09-2019, 'Politique industrielle européenne, secteur de l'énergie'.

¹⁴⁹ IEN Europe, "Nuclear MEP Club Launched in the European Parliament", 26/11/2021, <https://www.ien.eu/article/nuclear-mep-club-launched-in-the-european-parliament/>

¹⁵⁰ World Nuclear Exhibition, WNE 2021 Sponsors, <https://www.world-nuclear-exhibition.com/en-gb.html>

¹⁵¹ Commission européenne, Speech by Commissioner Simson at the World Nuclear Exhibition, 30/11/21, https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/simson/announcements/speech-commissioner-simson-world-nuclear-exhibition_en

¹⁵² Pour en savoir plus sur le mythe de la production en charge de base, voir par exemple : "The Ecologist, Dispelling the nuclear 'baseload' myth: nothing renewables can't do better!", 10 mars 2016, <https://theecologist.org/2016/mar/10/dispelling-nuclear-baseload-myth-nothing-renewables-cant-do-better>

nucléaire, alors tout le monde doit évoluer, investir, changer¹⁵³”.

Le patron de Rosatom et un représentant de la DG énergie côte à côte en décembre 2021.

K. Simson n’a pas été la seule à intervenir au nom de la Commission lors de la WNE. Non seulement la Commission a tenu un stand lors de l’événement¹⁵⁴, mais elle y a aussi envoyé son directeur général adjoint à l’énergie, Massimo Garribba, qui a pris la parole à une table ronde de haut niveau organisée par Rosatom sur le rôle du nucléaire dans la lutte contre la crise climatique¹⁵⁵. M. Garribba s’est exprimé aux côtés d’Alexey Likhachev, directeur général de Rosatom, qui a mis en avant le caractère bas-carbone du nucléaire et décrit le sommet de la COP26 comme un moment charnière dans l’acceptation de cette technologie. Le patron de Rosatom a remercié ses ”partenaires français”, affirmant que ce sont les présidents français et russe qui ont donné le ton “basé sur des faits et des preuves”, “offensif, mais à bon escient”, pour promouvoir l’énergie atomique¹⁵⁶. M. Garribba a quant à lui remercié Rosatom d’avoir organisé cette table ronde et réitéré certains arguments avancés par A. Likhachev sur le nucléaire dans l’UE (“Comme le directeur général Likhachev l’a très justement dit...”), concluant que l’UE a besoin de “tous les outils” disponibles pour parvenir à l’objectif qu’elle s’est fixé pour 2050¹⁵⁷.

Les discours de Mme Simson et M. Garribba lors de cette conférence organisée par Rosatom quelques mois avant l’invasion de l’Ukraine par la Russie détonnent clairement avec la rhétorique hostile à la Russie récemment employée par la Commission. Mme Simson, par exemple, a fermement condamné les actions russes à Zaporijia et à Tchernobyl, demandant que “les agresseurs mettent un terme à leurs attaques militaires et à leur présence sur les sites nucléaires¹⁵⁸”. Cependant, à la WNE, tant la commissaire Simson que le patron de Rosatom ont affirmé que le nucléaire est un atout pour réduire la dépendance européenne envers les importations de combustibles fossiles – sans tenir compte du délai de 10 ans nécessaire à la construction de nouvelles centrales, ni du fait que de tels projets accaparaient des investissements colossaux au détriment des énergies renouvelables comme le solaire et l’éolien, dont les infrastructures peuvent pourtant voir le jour beaucoup plus rapidement et donc réduire de façon bien plus immédiate cette dépendance (et produire une électricité à des coûts largement inférieurs)¹⁵⁹. Cependant, selon A. Likhachev, le fait que l’Europe importe 80 % de son gaz devrait inciter cette dernière à développer son industrie nucléaire. Lorsqu’une entreprise nucléaire contrôlée par l’État russe – dont la direction est nommée par V. Poutine et la stratégie validée par Moscou¹⁶⁰, et qui contrôle l’arsenal nucléaire militaire russe – dit à des responsables politiques de miser sur le nucléaire pour réduire leur dépendance au gaz, il faut prendre du recul. Il convient de rappeler que Rosatom est étroitement liée à l’industrie nucléaire européenne (voir Tableau 1), ce qui génère d’autres formes de dépendance à long terme.

¹⁵³ Commission européenne, Speech by Commissioner Simson at the World Nuclear Exhibition, op.cit. (C’est nous qui soulignons).

¹⁵⁴ Commission européenne, “Commissioner Simson attends World Nuclear Exhibition in Paris”, 30/11/2021, https://ec.europa.eu/info/news/commissioner-simson-attends-world-nuclear-exhibition-paris-2021-nov-30_en

¹⁵⁵ Rosatom, “ROSATOM to attend at the World Nuclear Exhibition”, 29/11/21,

<https://rosatom.ru/en/press-centre/news/rosatom-to-attend-at-the-world-nuclear-exhibition/>

¹⁵⁶ WNE Paris, WNE 2021 - Sponsor's Tribune ROSATOM, <https://www.youtube.com/watch?v=ICB0Y2ut4Jk>, de 8’46 à 9’15 - propos retranscrits à partir de la traduction du russe à l’anglais de WNE.

¹⁵⁷ WNE Paris, WNE 2021 - Sponsor's Tribune ROSATOM, op.cit., de 20’12 à 20’57.

¹⁵⁸ Kadri Simson sur Twitter, 12/04/22, <https://twitter.com/KadriSimson/status/1513911487609327621>

¹⁵⁹ Greenpeace International, 6 reasons why nuclear energy is not the way to a green and peaceful world, op.cit.

¹⁶⁰ Greenpeace France, L’industrie nucléaire française, alliée du régime de V. Poutine, op.cit.

EDF a des liens étroits et des objectifs de lobbying communs avec Rosatom.

EDF, dont l'État français est actionnaire majoritaire¹⁶¹, a tissé des liens étroits et de longue date avec Rosatom (voir Tableau 1). En 2017, Rosenergoatom, filiale de Rosatom, a fêté ses 25 ans de coopération avec EDF, vantant ce "partenariat exclusif" à "chaque étape de la vie d'une centrale nucléaire, de la conception des réacteurs à leur démantèlement"¹⁶². Le PDG d'EDF s'est exprimé aux côtés d'A. Likachev lors de la table ronde organisée par Rosatom à la WNE, et les deux entreprises ont signé à cette occasion une déclaration commune sur la R&D à long terme dans le domaine du nucléaire, dans la lignée d'un accord conclu en avril 2021 sur la production nucléaire d'hydrogène¹⁶³. EDF a aussi exercé une forte pression pour l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie, réclamant une approche technique neutre et pestant contre les "préjudices vagues, soi-disant susceptibles de nuire à d'autres objectifs environnementaux" sur la base desquels l'inclusion du nucléaire à la taxonomie n'avait initialement pas été recommandée¹⁶⁴. EDF a tenu pas moins de 50 réunions avec des eurodéputé·es, dont deux consacrées uniquement à la taxonomie (bien que ce sujet ait pu être abordé lors d'autres réunions), ainsi que 52 réunions à haut niveau avec la Commission, dont quatre sur la finance durable et la taxonomie¹⁶⁵.

La France et d'autres États membres liés à Rosatom en première ligne de la bataille pour l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie.

Les liens de Rosatom avec la France s'étendent au-delà d'EDF, comme le montre le Tableau 1. D'après les ONG Urgewald et Ecodefense, la France, qui produit 70 % de son électricité à partir du nucléaire, est le principal client de Rosatom en Europe de l'Ouest¹⁶⁶. En mai 2021, Rosatom écrit que l'inclusion du nucléaire à la taxonomie est importante pour la France, citant une lettre du président Macron et des dirigeants de six autres pays européens à la Commission européenne, dans laquelle le nucléaire est décrit comme une énergie nécessaire "à la production bas-carbone de l'énergie de charge de base"¹⁶⁷. D'autres signataires de cette lettre ont aussi des liens étroits avec Rosatom : la Hongrie, où l'entreprise russe construit la centrale nucléaire de Paks II qui doit être exploitée par une joint-venture entre Rosatom et l'électricien hongrois MVM¹⁶⁸ ; la République tchèque, dont le

¹⁶¹ Reclaim Finance, Out with Science, In with Lobbyists, op.cit.

¹⁶² Rosatom, Areas of Cooperation, <https://rosatom-europe.com/fr/rosatom-in-country/areas-of-cooperation/>

¹⁶³ Rosatom, ROSATOM takes part in World Nuclear Exhibition, 06/12/21, <https://www.rosatom.ru/en/press-centre/news/rosatom-takes-part-in-world-nuclear-exhibition/>; ROSATOM and EDF Group join forces to develop green hydrogen strategy, 26/04/21, <https://rosatom.ru/en/press-centre/news/rosatom-and-edf-group-join-forces-to-develop-green-hydrogen/>

¹⁶⁴ EDF feedback on Sustainable finance – EU classification system for green investments – Roadmap, 21/04/20, La réponse d'EDF se trouve page 22 de l'avis reçu.

https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12302-Sustainable-finance-EU-classification-system-for-green-investments/feedback_en?p_id=7646923

¹⁶⁵ IntegrityWatch, MEP Meetings, <https://www.integritywatch.eu/>, réunions d'EDF au 20/04/22 ; Registre de transparence, EDF, <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=39966101835-69>, consulté le 20/04/22

¹⁶⁶ Defuel Russia's War Machine, op cit.

¹⁶⁷ Rosatom, EU Taxonomy Lacks Nuclear, op.cit; Ares 2021 2085773 Prime Ministers CZ HU PL RO SK SI and President FR role of nuclear power in the EU climate and energy policy with annexes Redacted.pdf, https://www.asktheeu.org/en/request/9447/response/32386/attach/18/Ares%202021%202085773%20Prime%20Ministers%20CZ%20HU%20PL%20RO%20SK%20SI%20and%20President%20FR%20role%20of%20nuclear%20power%20in%20the%20EU%20climate%20and%20energy%20policy%20with%20annexes%20Redacted.pdf?cookie_passthrough=1

¹⁶⁸ Politico, "Russia's nuclear attack on Europe", 01/02/2017,

<https://www.politico.eu/article/russias-nuclear-attack-on-europe/>; WNN, Rusatom Service, MVM Group create European Power Services JV, 10/07/2020, <https://www.khl.com/news/rosatom-prepares-for-hungarian-nuclear-plant-expansion/1147161.article>

président Miloš Zéman a fait pression jusqu'à récemment pour que Rosatom soit intégrée à de nouveaux projets nucléaires¹⁶⁹ ; la Slovaquie¹⁷⁰, qui termine actuellement la construction des réacteurs de conception russe des tranches 3 et 4 de la centrale de Mochovce, alimentée par le combustible de Rosatom¹⁷¹ ; sans oublier la Bulgarie, qui entretient une relation intermittente avec Rosatom concernant son projet de construire une centrale nucléaire à Béléné¹⁷².

Un appétit insatiable ? Rosatom voit sa victoire sur la taxonomie comme une étape importante mais entend bien aller plus loin.

En février 2022, Rosatom a déclaré que le nouvel acte délégué de la Commission incluant le nucléaire dans la taxonomie était un grand pas dans la reconnaissance mondiale du nucléaire en tant qu'énergie sûre et durable. Toutefois, le géant russe a déploré que des critères de sélection techniques et "controversés" puissent "restreindre les investissements", comme les délais imposés pour l'extension des centrales nucléaires existantes ou l'exigence d'utiliser du combustible tolérant aux accidents¹⁷³. En d'autres termes, tout comme FORATOM, Rosatom veut obtenir des conditions encore plus favorables à l'énergie nucléaire.

¹⁶⁹ Euractiv, "Czech secret services warn against involvement of Russia in nuclear", 26/03/2021, https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/czech-secret-services-warn-against-involvement-of-russia-in-nuclear-tender/

¹⁷⁰ Il faut également souligner qu'une autre entreprise nucléaire liée à la Russie est présente en Slovaquie et en République tchèque, à savoir l'entreprise tchèque Škoda JS, qui appartient à Gazprombank et qui est gérée par le géant industriel russe OMZ. (Source : <https://mind.ua/en/openmind/20233080-and352koda-js-will-be-scrapped>)

¹⁷¹ Nuclear Engineering International, "Russia and Slovakia agree to continue co-operation", 11/06/19, <https://www.neimagazine.com/news/newsrussia-and-slovakia-agree-to-continue-co-operation-7254850>; WNN, Contracts signed for completion of Mochovce, 16/06/09, https://www.world-nuclear-news.org/NN-Contracts_signed_for_completion_of_Mochovce-1606094.html

¹⁷² Euractiv, "Nuclear project with Russian reactors shakes Bulgarian politics", 21/02/2022, https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/nuclear-project-with-russian-reactors-shakes-bulgarian-politics/

¹⁷³ Rosatom, Recognition in Europe - Rosatom Newsletter #250, février 2022, <https://rosatomnewsletter.com/2022/02/24/recognition-in-europe/>

4. Conclusion

Des entreprises publiques russes, comme Gazprom et Rosatom, ou liées à l'État russe, comme le géant du pétrole Lukoil, ainsi que des groupes de pression et les joint-ventures qui les représentent, telles que Gas Infrastructure Europe, l'Association nucléaire mondiale (WNA) et Fennovoima, ont mené un lobbying intense pour que le gaz et le nucléaire soient inclus dans la taxonomie verte européenne. Et la Commission a comblé leurs attentes.

L'adoption d'un deuxième acte délégué ne ferait qu'autoriser le greenwashing et l'augmentation considérable des investissements dans le gaz fossile et le nucléaire, ce qui serait désastreux pour le climat et l'environnement – mais une véritable aubaine pour la Russie.

La guerre menée en Ukraine par le régime russe a relancé le débat sur la dépendance européenne au gaz russe, l'UE ayant acheté à V. Poutine pour près de 44 milliards d'euros de gaz fossile les deux premiers mois de l'invasion. Si les nouvelles règles de la taxonomie relatives au gaz étaient pleinement appliquées, l'UE pourrait encore verser à la Russie quatre milliards d'euros supplémentaires par an. Par ailleurs, l'énergie nucléaire n'est pas la solution car l'industrie nucléaire européenne maintient des liens étroits et une dépendance forte à l'égard de Rosatom. Donner le feu vert à l'augmentation des investissements dans le nucléaire, c'est jouer le jeu de Moscou et rendre encore plus difficile le sevrage de l'UE vis-à-vis de la Russie.

Notre enquête a mis en lumière les liens existant entre différents groupes de pression, à l'image des poupées russes, et révélé que des entreprises russes du secteur du nucléaire et des énergies fossiles ont toujours accès au Parlement européen ou sont membres d'alliances officielles, comme Rosneft qui est membre de la ECH2A, le club de la Commission sur l'hydrogène. Malgré les discours et les sanctions, la porte est toujours grande ouverte aux entreprises énergétiques russes qui défendent leurs intérêts et influencent les décideurs. Il faut fermer cette porte, et condamner les accès et annuler les cartes d'adhésion de l'ensemble des entreprises fossiles et nucléaires russes, de leurs filiales et des groupes de pression qui les comptent parmi leurs membres, et interdire leur participation à des événements qui concernent leurs intérêts.

Le lobbying du gaz et du nucléaire sur la taxonomie sont mités par les intérêts russes. L'acte délégué de la Commission de février 2022 ne fait que renforcer la dépendance européenne envers le gaz, l'uranium, les équipements et les services nucléaires russes, et il minera tout effort déployé par l'UE pour s'affranchir de la Russie. Cet acte est une aubaine pour la Russie et pourrait l'aider à financer la guerre menée par V. Poutine en Ukraine, tout en renforçant son pouvoir de négociation avec l'Europe.

C'est pourquoi nous demandons aux eurodéputé·es de rejeter l'acte délégué de la Commission sur le nucléaire et le gaz.

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Rapport publié en mai 2022 par

Greenpeace France

13 rue d'Enghien 75010 Paris France

www.greenpeace.fr